

# LA CROIX

mardi 20 septembre 2022 — Quotidien n° 42421 — 2,40 €

## Monde

**Au Mexique, la détermination des femmes à la recherche des disparus** P. 9-10

## Sciences&éthique

**Et si nous vivions dans un monde sans abeilles ?** *Cahier central*

## Économie

**Après plusieurs mois de pénurie, la moutarde de Dijon revient** P. 17

## éditorial

Jérôme Chapuis

# Énergie Tous sobres!

## Le casse-tête hongrois

Les menaces de sanctions financières de l'UE contre Budapest se précisent.

**O**n ne crache pas dans la main qui vous tend la monnaie. Le gouvernement hongrois aimerait pouvoir se passer de certains principes de l'Union européenne mais, pour l'heure, il peut difficilement se passer de son argent. Confrontée à une inflation record et à la chute de sa monnaie, la Hongrie a besoin des fonds communautaires. Ce dimanche 18 septembre, la pression s'est accrue. Cinq mois après l'ouverture d'une procédure inédite pour manquements à la lutte contre la corruption, Bruxelles a précisé la teneur de ses menaces : Budapest sera privé de 7 milliards et demi d'euros de financements si des réformes drastiques ne sont pas adoptées dans les prochaines semaines pour garantir la bonne utilisation des fonds européens.

Le signal est clair. L'UE n'a pas vocation à subventionner un pays qui ne respecte pas ses standards en matière de transparence des marchés publics. Il y a, à l'arrière-plan, deux enjeux bien plus lourds : les valeurs et les alliances. La semaine dernière, le Parlement européen a adopté à une très large majorité un rapport qualifiant le système Orban de « régime hybride d'autocratie électorale », lui reprochant des « efforts délibérés et systématiques » contre les valeurs de l'UE. Quant aux alliances, les ambiguïtés de Viktor Orban à l'égard de la Russie sautent aux yeux. Tout cela pose en creux la question de l'appartenance de la Hongrie à l'Union européenne. L'exclusion d'un membre n'est pas prévue par les traités. Mais les sanctions financières, si elles devaient être mises en œuvre, renverseraient le problème : elles amèneraient inévitablement la Hongrie à s'interroger sur son propre intérêt à rester membre de l'UE. Si c'est l'effet recherché, il mérite d'être débattu publiquement.

**Alors que l'énergie voit ses prix s'envoler, le gouvernement appelle entreprises et citoyens à l'économiser. Tout l'enjeu est de partager équitablement les efforts**

P. 2-3

bayard

Annonces légales p. 12

Depuis 1883 - ISSN 0242-6056. - Imprimé en France : 2,40 € ; DOM : 3,15 €  
Luxembourg : 2,60 € ; Esp : 2,90 € ; Italie (Rome) : 3,40 € ; Maroc : 32 MAD ; Canada : 6,30 CAD

M 00140 - 920 - F : 2,40 €



Alors que les prix de l'énergie s'envolent, le gouvernement appelle entreprises et citoyens à la sobriété.

Si l'État va continuer de dépenser des milliards d'euros pour limiter l'impact de la hausse des prix, chacun est invité à réfléchir aux efforts auxquels il peut consentir.

Plusieurs pistes sont évoquées, de l'abaissement du chauffage au développement des éco-mobilités en passant par des incitations à une consommation ajustée.

# Comment partager l'effort de sobriété équitablement ?

« *Chacun a son rôle à jouer* », a affirmé Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse, début septembre. L'inflation et la crise énergétique d'une part, l'urgence écologique d'autre part, font de la sobriété le maître-mot pour l'ensemble des Français à l'approche de l'hiver. « *Si nous savons collectivement nous comporter de manière plus sobre, il n'y aura pas de rationnement et pas de coupures* », a poursuivi le président.

Mais comment partager équitablement l'effort dans une société qui s'est déjà fracturée sur ces questions lors du mouvement des gilets jaunes ? Comment susciter l'adhésion de tous, alors que se multiplient déjà les polémiques, sur

l'utilisation des avions privés ou l'allumage des écrans publicitaires lumineux ? Pour atteindre les objectifs, l'incitation pourra-t-elle suffire, ou faudra-t-il en venir à des mesures plus contraignantes ?

Mi-septembre, la première ministre, Élisabeth Borne, annonçait son plan de bataille pour passer l'hiver : le maintien du bouclier tarifaire jusqu'en janvier et de nouvelles mesures ciblées pour les plus précaires. Pour prendre part au débat, *La Croix* a posé ces questions à un élu, un chercheur, un patron et une personne bénévole et bénéficiaire du Secours catholique. Chacun esquisse, selon son expertise, différentes solutions et écueils à éviter.

## repères

### Le plan du gouvernement

#### Un bouclier tarifaire.

La première ministre Élisabeth Borne a annoncé le prolongement en 2023 du bouclier tarifaire, qui devait prendre fin le 31 décembre. Ce dernier ne limitera cependant plus la hausse des prix de l'électricité et du gaz à 4%, mais à 15%. Coût de la mesure : 16 milliards d'euros.

#### Des chèques spécifiques.

Élisabeth Borne a promis un

« *accompagnement spécifique* » des plus modestes, qui bénéficieront d'ici à la fin de l'année du versement d'un « *chèque énergie exceptionnel* ». Environ 12 millions de foyers sont concernés, soit 40% des ménages, et percevront 100 ou 200 €, selon leurs revenus. Coût de la mesure : 1,8 milliard d'euros.

#### Des économies d'énergie.

Elle a rappelé l'objectif de réduire de 10% la consommation énergétique nationale. Un plan de sobriété énergétique, pour atteindre ces 10% d'ici à deux ans, est en cours d'élaboration.

*L'abaissement du chauffage fait partie des pistes évoquées.*

Tang Ming Tung/  
Getty Images



## «Les petites entreprises sont parfois démunies»



Christine Soudan

**Sylvie Salinié**  
Présidente fondatrice de l'entreprise Agiscom, installée à Quincy-Voisins

(Seine-et-Marne) et spécialisée dans l'électricité et les télécommunications

« Étant à la tête d'une entreprise d'une centaine de salariés, avec des personnels administratifs qui ont une activité sédentaire dans nos bureaux et des techniciens amenés à rencontrer nos clients partout en France, j'ai des marges de manœuvre variables pour réaliser des économies d'énergie. Dès que les problèmes d'inflation sur les prix de l'énergie étaient devenus préoccupants, j'ai fait comprendre à ma vingtaine de salariés administratifs que la gâchette éner-

gétique, c'était terminé. Cela passe par le rappel d'un certain nombre de bonnes pratiques : éteindre la lumière et le chauffage en sortant d'une pièce, mettre le mode "éco" quand le week-end arrive. Le fait d'abaisser la température de nos bâtiments à 20 °C cet hiver n'est absolument pas un frein à notre productivité. Cet effort raisonnable permettra, je l'espère, de donner du lest aux industriels qui courent le risque de voir leur ligne de production à l'arrêt.

La problématique de l'éco-mobilité est, en revanche, bien plus difficile à appréhender avec mes employés itinérants. J'ai engagé des investissements pour verdir ma flotte et mettre à leur disposi-

tion des véhicules électriques. Or, quand vous avez des techniciens qui doivent parfois faire 300 kilomètres dans la même journée avec des camionnettes électriques dont l'autonomie n'est que de 120 kilomètres, forcément ça coince. L'infrastructure de bornes électriques ne suit pas toujours. Et le temps perdu pour recharger la batterie du véhicule occasionne une perte de productivité et éprouve mes collaborateurs.

En matière d'efforts de sobriété, on ne peut pas dire que les grandes multinationales et les PME soient dans le même bateau. En cela, le principe du pollueur-payeur me paraît présenter certaines limites, car les petites entreprises sont parfois démunies et n'ont pas la capacité d'investissement des grands groupes pour engager des transformations de leur modèle productif. Demander la même chose aux uns et aux autres serait aberrant. »

Recueilli par Antoine Oberdorff

«Le principe du pollueur-payeur me paraît présenter certaines limites.»





## «On ne peut pas demander plus aux gens comme nous»



**Claire Brunel**  
Bénévole et bénéficiaire du Secours catholique

« Ce qui me frappe, c'est que tout se passe comme si on découvrirait la crise écologique, alors qu'on la voit venir depuis des années. On prend l'avion comme si de rien n'était, on va à la Coupe du monde de foot au Qatar, on continue à laisser les magasins et les rues allumés la nuit, on arrête les centrales nucléaires au point d'avoir besoin d'importer de l'électricité... Il y a quelque chose qui ne va pas.

Et l'on nous demande quel effort nous pourrions faire ? Les personnes précaires comme moi font déjà des efforts de sobriété, mais souvent pour des raisons plus économiques qu'écologiques. Personnellement, je n'ai aucune marge. Depuis juin, je vis dans un logement social après avoir été hébergée un temps par ma mère, avec ma fille, à la suite de ma perte d'emploi. J'ai la chance d'habiter dans un immeuble construit en 2015, avec des doubles vitrages et des panneaux solaires. Alors je ne paie que 60 € par mois d'électricité et on m'a assuré que ça n'allait pas augmenter.

De toute façon, je ne pourrais pas faire plus. Je suis déjà obligée de tout calculer. Depuis six mois, tout

a augmenté. J'ai dû m'acheter une petite voiture, car j'habite un petit village mal desservi par les transports en commun. Elle est vieille, elle roule au gazole, c'est sûr que je pollue. J'en ai conscience, mais je n'ai pas les moyens d'en acheter une autre, alors je limite mes déplacements au strict minimum. Heureusement, ma fille a obtenu un service civique juste à côté de la maison. Mais pour faire mes courses, aller chercher un panier solidaire ou pour faire mon bénévolat au Secours catholique, j'ai besoin de ma voiture.

**«Personnellement, je n'ai aucune marge.»**

On ne peut pas demander plus aux gens comme nous : on ne peut pas faire plus d'efforts. Et je pense qu'il faut faire attention à ne pas trop ponctionner non plus la classe moyenne, sinon on va la précariser. En revanche, il me semble qu'il y a des gens très très riches qui ne se rendraient même pas compte s'ils devaient contribuer davantage. Cela dit, là encore, il faut faire attention à ce qu'on entend par riche : mon fils a une petite entreprise, mais il se paie moins que sa salariée. C'est l'État qui devrait agir plus, notamment pour les transports en commun et la rénovation énergétique.»

Recueilli par Nathalie Birchem

## «La sobriété énergétique doit devenir un projet collectif»



**Nicolas Goldberg**  
Responsable Énergie du cercle de réflexion Terra Nova

« On entend se multiplier les messages sur le fait de penser à éteindre la lumière ou de baisser son chauffage. Ce n'est pas inutile mais, au-delà de ces injonctions qui peuvent avoir un côté moralisateur, la sobriété énergétique doit devenir un projet collectif, avec des mesures réalistes, qui tiennent compte des inégalités.

Le premier gisement d'économie réside dans l'application des règles existantes comme l'interdiction des terrasses chauffées en extérieur ou la limitation de la température à 19 °C dans les bâtiments publics. Ensuite, il faut penser des mesures de long terme pour faire baisser durablement les consommations d'énergie. Nous proposons un durcissement du malus sur le poids des véhicules, un moratoire sur l'installation d'écrans lumineux situés

dans l'espace public, la lutte contre l'obsolescence programmée, etc.

Il faut aussi faire face à l'urgence de l'inflation des prix de l'énergie. Le gouvernement annonce une prolongation provisoire du bouclier tarifaire pour limiter à 15 % les tarifs de l'énergie et, d'autre part, le versement d'un chèque énergie aux plus modestes, soit environ 12 millions de foyers. Nous souhaitons un dispositif de conversion du chèque énergie en numéraire car 25 % des ménages éligibles n'utilisent pas le chèque pour des questions de complexité. Le ciblage social des aides est nécessaire pour que l'effort soit justement réparti.

Plus globalement, du fait de l'insuffisance de l'offre, des mesures de rationnement pourraient se révéler nécessaires. Il faut tout faire pour privilégier l'incitation afin de créer un choc de sobriété : il faudrait relancer les campagnes de souscription à des contrats avec des tarifs variant en fonction de l'état du réseau ou encourager ménages et professionnels à s'abonner aux dispositifs d'alerte qui annoncent des tensions.»

Recueilli par Bernard Gorce

## «Il faut aller chercher l'adhésion des gens»



**Pierre Mathonier**  
Maire PS d'Aurillac

«La hausse du coût des énergies affectera sensiblement

moins notre ville que d'autres municipalités. Aurillac bénéficie d'un réseau de chaleur au bois qui relie 6 000 logements sur 16 000 et correspond à la moitié de la consommation des bâtiments publics (dont la piscine municipale). De même, le prestataire à qui nous avons délégué le service public de la cantine privilégie les circuits courts. En cette rentrée, nous pouvons ainsi limiter à environ 3 % l'augmentation des prix des repas. Enfin, pour l'éclairage public, 25 % des points lumineux sont équipés d'ampoules LED, moins consommatrices.

Malgré tout, nous allons tout faire pour réduire notre consommation

énergétique, car il est impensable que l'on ne participe pas à l'effort demandé à tous. Nous envisageons notamment de plonger certains quartiers dans le noir entre 23 heures et 5 heures du matin. Mais cela demande des concertations avec la population car cela génère

**«La situation financière des communes est un très gros point d'inquiétude.»**

de l'anxiété alors même que les études prouvent que cette pratique entraîne une baisse de l'insécurité. Pour impliquer tout le monde dans les efforts qu'exige la crise, il faut aller chercher l'adhésion des gens.

La situation financière des communes est en revanche un très gros

point d'inquiétude, en raison de l'explosion de la masse salariale et de la spirale inflationniste. Comme tous les élus, je ne sais où je vais devoir faire des coupes : dans la petite enfance, l'action sociale, la culture ? Nous ne serons plus en capacité d'assurer les politiques de service public.

Côté recettes, il est impensable de compenser par une hausse du taux de la taxe foncière. La seule solution est d'augmenter la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée par l'État. Le gouvernement se refuse de l'indexer sur l'inflation, mais ce sera pour nous tout l'enjeu des prochains débats sur le projet de loi budgétaire. Pour l'instant, le bouclier tarifaire sur l'énergie a permis aux ménages de tenir le choc. Je ne vois pas émerger un mouvement de colère comme celui des gilets jaunes. Mais après le 31 décembre, si la mesure n'est pas reconduite, on entrera vraiment dans le dur.»

Recueilli par Bernard Gorce

## question du jour

# Abandon de la fusion TF1-M6, la France se prive-t-elle d'un géant des médias ?



**Pascal Rogard**  
Directeur général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD)  
(crédit photo: LN Photographers/SACD)

## Cette décision va affaiblir l'audiovisuel français

Nous ne pouvons que regretter l'échec d'un projet qui pariait sur l'avenir. L'Autorité de la concurrence a agi avec un œil dans le rétroviseur et surtout dans une perspective uniquement commerciale. Celle du marché publicitaire actuel et d'une supposée position dominante de la nouvelle entité créée. Elle n'a jamais tenu compte de la dimension culturelle du projet, qui s'inscrit dans l'évolution extrêmement rapide du secteur de l'audiovisuel.

**Cette décision pourrait ouvrir la porte à des opérateurs comme Berlusconi, Mediaset étant candidat à la reprise de M6.**

L'arrivée des plateformes a complètement bouleversé le marché de la télévision commerciale. D'abord parce qu'elles grignotent de plus en plus le temps disponible des spectateurs, ensuite parce qu'elles concurrencent les chaînes traditionnelles sur le marché des programmes, enfin parce qu'elles commencent à investir dans des segments, comme la retransmission d'événements sportifs qui étaient autrefois l'apanage des chaînes classiques. Qui aurait pu penser il y a quelques années que les matchs de la Ligue 1 de football seraient retransmis sur Amazon ? Or, ces nouveaux acteurs sont assis sur un capital de plus de 200 millions d'abonnés dans le monde et ont des moyens considérables pour investir. Par ailleurs, des plateformes comme Netflix ou Disney +

ont annoncé leur intention d'introduire de la publicité dans leurs offres. Le marché de la publicité sur la télévision traditionnelle et celui de la publicité numérique sont donc probablement amenés à fusionner dans les années qui viennent, avec des acteurs extrêmement puissants comme Google ou YouTube. L'Autorité de la concurrence n'en dit rien. Le problème est que sur ces questions audiovisuelles, on a d'un côté l'Arcom qui régule le secteur et de l'autre l'Autorité de la concurrence qui ne raisonne que selon ses propres règles économiques. Dès lors, l'institution se comporte comme si elle était borgne. Avec de graves conséquences pour l'avenir. Cette décision va considérablement affaiblir l'audiovisuel français et ouvrir, peut-être, la porte à des opérateurs comme Berlusconi, Mediaset étant candidat à la reprise de M6. Et elle s'ajoute à la suppression de la redevance, qui a déjà contribué à fragiliser l'ensemble du secteur public.

Ce projet était à mon sens ambitieux, avec la constitution d'un opérateur français puissant face aux plateformes américaines. Séparément, ces chaînes, au vu de leur chiffre d'affaires et parts de marché, ne sont pas assez armées pour affronter cette nouvelle concurrence. Et quand on voit les contraintes qui ont été imposées par la même Autorité de la concurrence à Salto, seule tentative de création d'une plateforme française, on peut se poser des questions. C'est d'autant plus regrettable que la France et l'Europe ont réussi à imposer aux plateformes d'investir dans des productions locales et que le marché de la création, notamment dans la fiction, ne s'est jamais aussi bien porté!

**Recueilli par Céline Rouden**



**Séverine Barthes**  
Maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à la Sorbonne-Nouvelle (source photo: Séverine Barthes)

## Il aurait fallu penser un acteur européen de l'audiovisuel

Cette fusion semblait vouée à l'échec, car elle était vide de sens d'un point de vue éditorial. La motivation première de TF1 et de M6 était de contrebalancer par ce projet le poids des géants du numérique – les Gafam et les plateformes de vidéos à la demande. Un des arguments pour cette fusion était de gagner en force de négociation concernant les achats de droits. En fusionnant, TF1 et M6 auraient fait des économies, n'étant plus en concurrence au niveau national. Et 20 % de ces économies devaient être versées à la création de nouvelles productions, comme *Le Bazar de la charité* ou, plus récemment, *Les Combattantes* sur TF1. Mais il n'a pas été question de proposer des fictions ou séries françaises plus nombreuses et de meilleure qualité, de créer des formats innovants, ou encore d'adopter un positionnement éditorial précis, à l'instar du service public. On pouvait craindre qu'il ne s'agisse que de multiplier les remake de productions américaines ou la retransmission d'événements sportifs.

Le projet posait aussi la question du pluralisme des médias, du monopole dans la publicité et de la distorsion de la concurrence. L'Autorité de la concurrence a posé ses conditions: les deux groupes pouvaient fusionner à condition de se séparer soit de TF1, soit de M6. Dès lors, ils ne tiraient plus avantage de la fusion, notamment en termes de régie publicitaire. Fusionner une régie d'une grosse chaîne, comme M6, et celles de plus petite importance, comme TFX appartenant à TF1, ne fait plus sens.

Pour réellement peser face aux géants tels qu'Amazon Prime ou Netflix, il aurait en outre fallu

penser l'entité issue de cette fusion comme un véritable acteur européen de l'audiovisuel. C'était la seule échelle à laquelle le projet aurait eu une chance d'exister face aux groupes américains. Cela pouvait paraître possible. Si

**Le projet posait aussi la question du pluralisme des médias, du monopole dans la publicité et de la distorsion de la concurrence.**

TF1 appartient au groupe français Bouygues, M6 est détenu par RTL Group, filiale de l'allemand Bertelsmann, qui possède plus de 50 chaînes de télévision et de presque 30 stations de radio dans plusieurs pays européens, dont la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Hongrie ou encore le Luxembourg. Mais, selon un accord passé en juillet 2021, RTL Group n'aurait, à terme, gardé que 16 % du capital de cette nouvelle entité, contre 30 % des parts pour Bouygues. Autant dire qu'avec ce retrait de RTL Group, la fusion n'aurait pas bénéficié de l'apport d'autres marchés européens. À titre de comparaison, Amazon achète les droits d'une œuvre pour plusieurs dizaines de pays en même temps. Dès lors, l'argument d'une plus grande force de frappe pour acquérir les meilleures productions, des scénaristes et réalisateurs à l'échelle internationale, fonctionne peu.

**Recueilli par Charlotte de Frémont**





On peut être en échec  
scolaire et en réussite  
professionnelle.



**TotalEnergies**  
FONDATION

*pour la jeunesse*

**La Fondation TotalEnergies** accompagne vers la vie professionnelle les jeunes pour qui des portes se sont fermées.

Avec L'Industreet, avec les Ecoles de production et en soutenant des associations remarquables, nous voulons leur ouvrir de nouveaux horizons et les aider à trouver leur voie.





vu par **Pascal Lemaître**

QATAR, CHANTIER DU MONDIAL 2022...

**billet**  
Alain Rémond

## La cloche de la paix

**M**ine de rien, demain nous serons le 21 septembre. Et qu'est-ce qui se passe le 21 septembre ? Le début de l'automne, pardi. Perdu : cette année, l'automne commence le 23 septembre. Et pourquoi ? Parce que c'est comme ça. D'autres questions ? En revanche, si le 21 septembre n'est pas le début de l'automne, le 21 septembre est bel et bien la date de la Journée internationale de la paix, instituée en 1981 par l'Assemblée générale des Nations unies. Tous les pays du monde d'accord pour que le monde soit en paix. Enfin, un jour par an, ne nous emballons pas. Et, donc, demain, le secrétaire général de l'ONU va faire sonner « la cloche de la paix », qui porte cette inscription : « Longue vie à la paix ». Je

ne sais pas ce qu'ils en pensent, en Ukraine. Parce que, bon, pour souhaiter longue vie à la paix, il faut déjà qu'il y ait la paix. Souhaiter longue vie à ce qui n'existe pas, disons que ça se discute. Avec une certaine logique, l'ONU tient à préciser que la paix signifie « l'absence de guerre ». À mon avis, Poutine est d'accord. Il serait même prêt à faire sonner la cloche de la paix, si on lui demandait gentiment. Il est à fond pour la paix, puisque la paix est l'absence de guerre et qu'il n'a déclenché, lui, qu'une « opération spéciale ». Pas du tout une guerre. Bon, les Ukrainiens ont un peu de mal à voir la différence. Mais ils le font exprès. De toute façon, après-demain on remet la cloche de la paix dans le placard. À l'année prochaine !

## courrier

Vos réactions par courrier : 18 rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex. Par courriel : [lecteurs.lacroix@groupebayard.com](mailto:lecteurs.lacroix@groupebayard.com). Sur le site : [www.la-croix.com](http://www.la-croix.com)

## «Harmonisons» d'abord les régimes de retraite avant de parler des mesures d'âge ou de l'augmentation de la durée de cotisation. Peut-être cela suffirait-il ?

Gérard T.

### Elizabeth II

— J'ai eu la chance et l'honneur d'approcher la reine Elizabeth II une fois dans ma vie. C'était le 6 juin 1994, à l'occasion du cinquantième anniversaire du Débarquement. J'étais alors conseiller au cabinet de Simone Veil, ministre d'État. Elle avait été chargée de représenter le gouvernement français pour cette commémoration et d'accueillir la reine d'Angleterre à Arronanches (Calvados), là où une partie des troupes britanniques avait débarqué cinquante ans auparavant. J'avais été chargé de préparer ce déplacement et avais donc accompagné Mme Veil. C'est ainsi que j'ai pu assister à la cérémonie organisée par les Britanniques, quelques sièges derrière ceux occupés par la reine et la ministre. Plusieurs milliers d'anciens combattants ayant participé au Débarquement, âgés en moyenne de 70 ans, avaient

été rassemblés sur Gold Beach, impeccablement alignés aux côtés de leurs chefs. Ils ont offert à leur reine le spectacle d'un défilé d'une classe incroyable, fier, digne et émouvant, comme les Britanniques savent l'organiser. Et puis surtout, au milieu de son discours, la reine s'est lentement tournée vers Simone Veil pour lui déclarer (en français dans mon souvenir) : « Vous êtes, madame, le symbole de ce pour quoi nous avons débarqué ce jour-là... »

Jean-Paul Le Divenah

### Décès de Mikhaïl Gorbatchev (suite)

— Dans son éditorial paru le 1<sup>er</sup> septembre, Isabelle de Gaulmyn a raison de rappeler que Mikhaïl Gorbatchev rêvait d'une Europe comme de « notre maison commune », y compris avec une perspective écologique, sous l'effet du drame de

Tchernobyl. Cet idéal aurait pu voir le jour s'il avait su contrôler le processus de réforme qu'il avait lancé en URSS (la perestroïka) mais aussi, si l'Occident l'avait plus fermement soutenu. Cependant, à l'époque, nous l'avons surtout vu comme un réformateur du communisme alors que nous pressentions que notre victoire sur cette idéologie était à portée de main après plusieurs décennies de guerre froide. Nous l'avons donc laissé s'enliser dans le processus d'effondrement de l'URSS. Nous lui avons été, a posteriori, reconnaissants de nous avoir offert cette victoire et nous l'avons adulé comme un libérateur ouvrant la voie à la démocratie en Russie. Mais les choses ne se sont pas passées ainsi. Après les courtes années d'euphorie en Occident et de sidération à Moscou qui ont suivi la chute du mur de Berlin et la dissolution de l'URSS, le peuple russe, soumis à l'introduction brutale du capitalisme le plus sauvage, a vécu le cauchemar que l'on sait : déclassement international et dislocation de toutes les structures économiques et sociales d'un pays livré aux appétits voraces de quelques oligarques encouragés par Wall Street, les experts du FMI et les officines financières incontrôlées du monde anglo-saxon. Mikhaïl Gorbatchev, considéré par les siens comme fossoyeur de l'URSS, est alors devenu l'homme politique le plus impopulaire de Russie, et il le reste. (...) L'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir n'est donc pas due au hasard mais l'intelligentsia occiden-

tale n'a jamais voulu l'admettre. On explique volontiers les raisons de l'accession au pouvoir de Hitler et sa popularité auprès des masses allemandes par les humiliations et les frustrations consécutives au traité de Versailles, l'effondrement de l'économie allemande et l'orgueil national blessé. Mais on ne peut envisager que les humiliations et les frustrations générées par la disparition soudaine de l'URSS, les conséquences de l'effondrement économique qui s'en suivit et l'orgueil national blessé, aient pu causer le même type d'évolution antidémocratique en Russie. C'est en grande partie pour avoir ignoré cela que nous sommes aujourd'hui confrontés au conflit russo-ukrainien. (...)

Jean-Yves Lavoie

### Soins dentaires

— La réaction d'un lecteur à l'affaire des mutilations dentaires demande à être expliquée (La Croix du 13 septembre). Il estime que les tarifs de remboursement favorisent les prothèses au détriment de la prévention. Le problème est que le montant remboursé pour un acte de soin qui peut durer une heure ou une heure et demie est dérisoire, et ne peut faire vivre un cabinet dentaire (plateau technique très coûteux, personnel salarié). La prothèse est le seul poste qui peut corriger ce déséquilibre, mais il est faux de parler de la « forêt de la mauvaise qualité générale

des soins dentaires en France ». Il existe beaucoup de praticiens qui font leur métier consciencieusement, en prenant le temps nécessaire, et qui ont un revenu souvent inférieur à celui des cadres du monde salarié. Mais évidemment, ce serait une bonne chose que les soins de prévention soient réévalués à la hauteur de ce qu'ils sont dans d'autres pays européens...

Thérèse

### Territoires ruraux et autonomie énergétique

— Bravo pour ce reportage à Argentan (Orne) et les paroles d'élus bien choisies (La Croix du 13 septembre). Avec son réseau de correspondants locaux unique dans la sphère médiatique française, La Croix peut contribuer efficacement à la diffusion des expérimentations positives sur les territoires. Et une pratique des débats publics à redévelopper : tout ne passe pas par le digital, loin s'en faut et c'est plus écologique. Relevez à fond le défi !

Anastasia Roche

Poursuivre le débat sur les réseaux sociaux

Facebook  
[@lacroixjournal](https://www.facebook.com/lacroixjournal)  
Twitter  
[@LaCroix](https://twitter.com/LaCroix)  
Instagram  
[journal.lacroix](https://www.instagram.com/journal.lacroix)



# La vie en communauté, rempart contre Alzheimer



— Aux Loges-en-Josas (Yvelines), huit personnes âgées souffrant de la maladie d'Alzheimer vivent en colocation, presque comme à la maison.

— Alternative à l'Ehpad, cette forme d'habitat partagé se développe de plus en plus.

Installé dans un fauteuil de son salon, Alain plonge son regard bleu dans un carnet de croquis. Des églises, des paysages, des visages, témoins de ses nombreux voyages passés. Ses troubles de l'hippocampe lui ont fait oublier beaucoup de choses, mais pas ça : le plaisir de « retranscrire la beauté du monde ». Il y a un an et demi, cet ancien architecte de 86 ans s'est installé aux Loges-en-Josas (Yvelines), dans une grande maison de 350 mètres carrés, avec un jardin, huit chambres, trois salles de bains, une vaste cuisine, une buanderie... Un « château » qu'il partage avec sept colocataires. Leur point commun : tous sont des personnes âgées souffrant d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée. Chacun a sa chambre, avec ses meubles et sa décoration. Ceux qui le peuvent encore participent aux tâches quotidiennes : plier le linge, mettre la table ou passer un coup de balai. Ici, seuls les horaires des repas sont fixes et on mange tous ensemble. Le lever et la toilette se



Les résidents de la Maison des sages, aux Loges-en-Josas, prennent leurs repas en même temps. Edouard Monfrais-Albertini pour La Croix

font au rythme de chacun, avec l'aide d'auxiliaires de vie.

Comme à la maison. Ou presque. C'est la philosophie de cet habitat partagé, le deuxième du genre dans les Yvelines. Une alternative à l'Ehpad, pas toujours adapté aux personnes souffrant de troubles cognitifs. « Alors qu'ils sont en perte de repères, ils se retrouvent dans un lieu qui ne ressemble en rien à ce qu'ils ont connu », souligne Alexandre Schmitt, le cofondateur de cette structure à but non lucratif qui bénéficie de l'aide de l'Agence régionale de santé. À taille humaine, non médicali-

sée mais en lien avec de nombreux professionnels de santé, la « Maison des sages » leur offre un cadre rassurant et un quotidien presque banal. « Cela n'a l'air de rien, mais mettre la table les ancre dans le concret. Se rappeler combien on est, compter le bon nombre de couverts, ne pas oublier les couteaux... Cela stimule les fonctions supérieures », poursuit-il.

Inspiré du modèle allemand, où l'on compte 4 000 domiciles partagés pour malades d'Alzheimer, ce type d'habitat inclusif n'a pas attendu les polémiques sur la maltraitance en Ehpad pour faire son chemin en France. Dans le Morbihan, des colocations similaires ont vu le jour dès les années 1990, et le département en compte aujourd'hui 45. « La condition pour que cela fonctionne, c'est que les familles soient impliquées dans la vie de la maison », prévient Alexandre Schmitt. Participer à certaines activités, accompagner des sorties... Comme la semaine dernière, pour une virée à Trouville, avec des auxiliaires de la maison et des proches. « Une belle journée »,

**À taille humaine, non médicalisée mais en lien avec de nombreux professionnels de santé, la «Maison des sages» offre un cadre rassurant et un quotidien presque banal.**

sourit Flore de Miollis. Coordinatrice et animatrice de la vie sociale et partagée, cette ancienne infirmière à domicile est la « super-intendante » de la maison. Elle veille au bien-être des résidents, mais aussi de leurs aidants. « Alzheimer est une maladie qui évolue très vite. Il y a parfois certaines choses qu'on ne veut pas voir. Flore nous aide à avancer », confie ainsi Odile, la nièce de Paulette, l'une des habitantes. À la Maison des sages, elle

sait sa tante entourée, y compris la nuit. Une auxiliaire dort sur place, épaulée par une jeune étudiante qui donne un peu de son temps en échange d'un loyer modeste.

Ce confort a un prix : entre 2 500 et 3 500 € par mois. Odile puise dans la retraite et l'assurance vie de sa tante, qui perçoit également l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). « C'est le prix d'un Ehpad en province », relativise l'aidante. Ismahane, l'une des auxiliaires qui a travaillé dans un Ehpad pendant un an, savoure de pouvoir « prendre le temps ». « La maltraitance, je l'ai vue de mes yeux. Ici, on se connaît tous. On sait comment chaque résident va réagir, on sait ce qu'ils aiment faire, ce qu'ils aiment manger... Parfois, on les connaît même mieux que leurs proches ! On est une famille maintenant. » Une « grande famille », c'est aussi ce que dit Odile pour décrire la Maison des sages. Un lieu où elle aimerait que sa tante, désormais sous oxygène 24 heures sur 24, puisse finir ses jours sereinement, dans son lit. Presque comme à la maison.

Jeanne Ferney

## repères

8% des plus de 65 ans concernés

Comme chaque année, le 21 septembre marque la Journée mondiale de lutte contre Alzheimer, qui vise à informer sur la maladie et à sensibiliser sur l'importance de développer la recherche.

Selon l'OMS, 55,2 millions de personnes souffrent d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée dans le monde.

En France, cela concerne environ 1 million de personnes, soit 8% des plus de 65 ans. 225 000 nouveaux cas sont recensés chaque année, dont deux tiers chez des femmes.

Source : Fondation Vaincre Alzheimer



# Les partis veulent mieux prendre en compte les violences faites aux femmes

Le retrait d'Adrien Quatennens de la coordination de LFI, après avoir avoué des violences conjugales, met en lumière la lente prise de conscience des partis politiques sur les questions touchant aux violences sexuelles et sexistes.

Des structures d'écoute et de sanction ont été mises en place à gauche.

L'affaire Adrien Quatennens a relancé le débat sur la manière dont les formations politiques gèrent les sujets de harcèlement et de violences sexuelles et sexistes qui concerneraient leurs élus ou cadres. « Les partis pourraient envoyer un message d'exemplarité en adoptant une charte commune, plaide Julie Delpech, députée Renaissance (ex-LREM) et présidente de l'association Les Simones. Mon parti est en restructuration, et nous sommes plusieurs, femmes et hommes, à être moteurs pour en discuter avec notre nouveau secrétaire général, Stéphane Séjourné. Nous qui sommes en première ligne pour légiférer devons l'être aussi pour lutter en interne contre les violences conjugales. »

Que contiendrait une telle charte ? « Comme dans les entreprises avec le référent harcèle-

ment, il faut dans les partis politiques une commission dédiée, qui puisse être saisie et qui tranche », poursuit la députée macroniste, avant de distinguer selon la situation : « Lorsque des violences sont reconnues et avérées, l'élu doit aussitôt être sanctionné par son parti ; lorsqu'il ne s'agit que d'accusations, en attendant que la justice fasse son travail c'est à chacun de prendre une décision personnelle et au parti de décider au cas par cas d'un retrait ou non. » Insistant : « Je suis attachée à la présomption d'innocence et je me méfie des tribunaux dans les médias ou les réseaux sociaux qui peuvent détruire un innocent. »

C'est à gauche que les partis politiques ont été les premiers à mettre en place des lieux d'écoute des victimes ou des témoins d'actes de violences. « À Europe Écologie-Les Verts, nous sommes des défricheurs », rappelle la députée Sandra Regol, soulignant que « c'est toute la société qui a besoin de structures dédiées » – écoles, lycées, entreprises.

Après l'affaire Denis Baupin en 2016, le mouvement avait mis en place un dispositif de prévention et de traitement des violences sexistes et sexuelles. « Cette cellule d'enquête et de sanctions était juste un lieu de recueil de la parole, mais sans sanction, son rôle était insuffisant. Le dispositif a été révisé

cette année », explique la vice-présidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale. Le règlement intérieur d'EELV prévoit une gradation des sanctions : suspension temporaire, exclusion définitive et interdiction d'investiture.

**Tirant les leçons des affaires de harcèlement au Mouvement des jeunes socialistes, le PS a développé des formations lors des universités d'été en 2019 et réfléchit à les rendre obligatoires pour ses cadres.**

De son côté, La France insoumise a installé un comité de suivi contre les violences sexuelles et sexistes, composé de militants bénévoles formés à ces questions. Une structure récemment saisie pour des comportements inappropriés attribués à Éric Coquerel, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et pour des faits supposés de violences sexuelles reprochées au journaliste militant Taha Bouhafs. Une quarantaine de cas ont été entendus depuis sa création en 2018, huit ayant abouti à des sanctions.

« On doit être particulièrement exemplaire sur ces questions, surtout quand on est de gauche »,

souligne Corinne Narassiguin, numéro deux du Parti socialiste. Tirant les leçons des affaires de harcèlement au Mouvement des jeunes socialistes, le PS a développé des formations lors des universités d'été en 2019 et réfléchit à les rendre obligatoires pour ses cadres.

« À partir de 2020, on a travaillé avec des professionnels pour former des référents afin de constituer un réseau d'écoute. Et, dernière pierre, on a changé nos statuts en 2021 pour créer une commission contre le harcèlement, les violences sexuelles et sexistes, et les discriminations. Elle a été mise en place en juillet », détaille Corinne Narassiguin. Cette instance conseille la direction du parti pour prendre des décisions de mise en retrait ou d'exclusion.

Mais comment aller plus loin ? « Toutes les cellules d'enquête des partis de gauche travaillent ensemble et partagent des retours d'expérience », indique Sandra Regol. La députée a proposé « une externalisation de la partie recueil de la parole pour éviter à une victime d'être reçue et entendue par ses pairs », mais « cela a un coût ». Comme elle, Corinne Narassiguin estime qu'au-delà des partis, « c'est l'accueil par la police et la justice qui doit être amélioré ».

**Laurent de Boissieu et Corinne Laurent**

## Bientôt trois consultations gratuites chez le médecin

Le ministre de la santé a annoncé l'instauration de trois consultations gratuites chez le médecin, pour améliorer la prévention.

Une nécessité pointée depuis longtemps par les professionnels de santé.

C'est une des mesures du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). Trois consultations chez le médecin prises entièrement en charge par l'assurance-maladie, sans avancer aucuns frais, seront proposées aux Français, a annoncé François Braun, ministre de la santé, dans *Le Journal du dimanche* du 18 septembre.

L'objectif est d'inciter chacun à réaliser un bilan sur sa santé physique et psychique, afin de limiter au maximum les risques de dépression, d'addictions ou

de développement de maladies graves, entre autres. Ces rendez-vous médicaux devront s'effectuer à des âges décisifs dans la vie des patients (25, 45 et 65 ans), qui correspondent également « à des rappels de vaccins », explique Luc Duquesnel, président de la Confédération des syndicats médicaux de France (CSMF).

**« La santé, c'est des soins, mais également de la prévention, et en France nous sommes très en retard sur ce second point. »**

Si le contenu exact de ces consultations, qui « dureront au minimum trente minutes », précise Luc Duquesnel, est en cours d'élaboration par le collège de la médecine générale, le ministre de la santé en a déjà dévoilé les grandes lignes. Pour les jeunes

de 25 ans, l'objectif sera de « faire le point sur les vaccins » et sur « les addictions ». Pour les personnes âgées de 45 ans, les médecins évoqueront le dépistage de cancers et feront un bilan sur « d'éventuels troubles de santé mentale », tels que les épuisements professionnels. Pour les aînés de 65 ans, les sujets abordés seront les inquiétudes « du départ à la retraite » et les risques de développer des maladies.

« Les motifs et le contenu des consultations pourront changer en fonction des périodes de la vie et surtout du profil des patients, pour répondre à leurs besoins », ajoute Agnès Giannotti, médecin généraliste et présidente du syndicat MG France.

Cette réforme, décrite par les autorités comme un premier pas vers la médecine préventive, est appelée de ses vœux par tout le corps médical. « La santé, c'est des soins,

mais également de la prévention, et en France nous sommes très en retard sur ce second point », relève Luc Duquesnel, dont l'organisation demande « depuis vingt ans » l'instauration de consultations de prévention, une des « missions premières » des généralistes.

La réforme ne devrait pas engendrer « une importante charge de travail supplémentaire pour les médecins traitants », souvent débordés, pointe Luc Duquesnel, qui estime que chaque médecin aura « en moyenne 15 consultations en plus par tranche d'âge et par an ». Ces rendez-vous médicaux pourront néanmoins se prévoir en amont, vu « qu'ils ne répondent pas à un besoin urgent ». Et ils entraîneront sur le long terme un gain de temps, car, « à chaque consultation, nous essayons d'ores et déjà de faire de la prévention », relève Agnès Giannotti.

**Alice Lepage**

## essentiel

**Fin de vie — La loi Claeys-Leonetti sera évaluée par les députés**



La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale va lancer, début novembre, une mission d'évaluation

parlementaire sur la loi Claeys-Leonetti. Depuis 2016, celle-ci régit la fin de vie, en France. Alors qu'on la dit méconnue et mal appliquée, l'objectif sera, dans la perspective d'une éventuelle évolution de la législation à venir, de mesurer le degré d'application, les limites rencontrées et les pistes d'amélioration possibles.

## Justice

**Accident de car de Millas, le procès s'est ouvert**

Le procès de la collision entre un car scolaire et un train à Millas (Pyrénées-Orientales), qui a entraîné la mort de six enfants en décembre 2017, s'est ouvert lundi 19 septembre à Marseille. Seule prévenue dans le box, la conductrice du car, Nadine Oliveira, 53 ans, qui encourt cinq ans de prison et 75 000 € d'amende. Au cœur des débats, la question de savoir si la conductrice a forcé ou pas, la barrière du passage à niveau en ramenant chez eux, depuis le collège, un groupe de 23 adolescents. Elle a toujours nié les faits, mais les expertises techniques ont conclu que la barrière était baissée.

## Météorologie —

**La Guadeloupe constate les dégâts après la tempête Fiona**

État de catastrophe naturelle et mobilisation du fonds de secours pour l'outre-mer : le gouvernement français a voulu montrer, dimanche 18 septembre, son soutien à la Guadeloupe éprouvée par la tempête tropicale Fiona, requalifiée en ouragan à son approche de Porto Rico. Fiona aura causé de nombreux dégâts, laissant derrière elle des quartiers inondés, des maisons dévastées et des routes coupées. Sur le territoire de la commune de Basse-Terre, un homme est mort, emporté avec sa maison par les flots d'une rivière en crue.

**sur la-croix.com**

**À La Réunion, première éruption de l'année pour le piton de la Fournaise**



Des experts médico-légaux viennent inspecter la zone où des corps ont été exhumés à Villamar, près du lac de Los Negritos, dans l'État du Michoacan (Mexique), le 23 juin.

Ivan Villanueva/EFE/MaxPPP



Au Mexique, 100 000 personnes sont portées disparues depuis 1964, victimes du crime organisé, de la corruption des pouvoirs locaux et de l'impunité.

Une commission nationale de recherche a été créée pour aider des groupes de femmes qui cherchent désespérément leurs proches.

Lac de Los Negritos (Michoacan)  
De notre envoyé spécial

Un crâne. Un jour et demi qu'elles débroussaillent et scrutent la terre en quête d'un indice. Les experts légistes creusent à la pelle, pas très profondément, 70 centimètres à peine. Un sol meuble, un pic que l'on plante pour sonder la glaise, et une odeur putride. Surgissent à présent une mâchoire, un bassin, un fémur, puis un autre fémur, des cervicales. Et un deuxième crâne. Deux hommes sont enterrés là. Une paire de chaussures est engluée dans la gadoue. Candelaria les ausculte. Trois bandes Adidas. Non, ce n'est pas son fils. Deux heures seront nécessaires pour sortir ce qui reste des deux squelettes. Ces femmes, souvent informées par une source anonyme, en sont sûres : il y a d'autres personnes enterrées ici, dans des fosses clandestines, entre lagunes et plantations de maïs de l'État du Michoacan, véritable zone de non-droit où les cartels rivaux se font la guerre.

Depuis juin, une trentaine de cadavres ont été retrouvés autour du lac de Los Negritos. Les autorités restituent les corps de ces personnes enlevées puis assassinées, tandis que d'autres restent introu-



# Au Mexique, l'inlassable recherche des disparus

**Dans ces régions, beaucoup de maires et de fonctionnaires de police sont soit victimes de pressions des groupes criminels, soit complices.**

vables : le chiffre de 100 000 disparus depuis 1964 (année du premier cas recensé) a récemment été atteint. Depuis des décennies, la dissimulation des corps est une véritable torture psychologique pour les familles. Leurs proches ont pu succomber à des règlements de comptes entre cartels, à des exécutions extrajudiciaires de la part de pouvoirs locaux corrompus. Ou avoir été victimes de travail forcé au sein du crime organisé ou d'exploitation sexuelle, ou de féminicides.

Les autorités sont au mieux inefficaces, au pire complices. « La police est corrompue, l'armée

aussi, alors ils ne veulent pas trouver les morts, compter les disparus car c'est toujours plus de chiffres négatifs pour les États, pour la police », soupire Evangelina Contreras, leader de ce groupe de *rastreadoras* (« pisteuses »). Sa fille a disparu en 2012. « Chercher les disparus, ce serait accepter l'échec de leur politique. » Avec des autorités qui rechignent à la tâche, il faut retourner le désert, soulever les montagnes qui engloutissent les vivants. Et les femmes sont là, devant : « Rien ne remplace l'amour d'une mère, lâche Maria Elena, dont le mari et deux enfants ont

été enlevés ; son troisième fils a été tué en 2017. On a plus de courage que les hommes, on n'a plus peur de mourir. On nous a tout enlevé... » Le regard est déterminé, malgré les menaces anonymes des cartels, pelles en main, le front sali d'une terre fraîchement labourée et imbibé de sueur.

Sous la pression des *rastreadoras*, Andrés Manuel Lopez Obrador – président (issu de la gauche) élu en 2018 – a créé la Commission nationale de recherche de personnes disparues (CNB). Via des antennes régionales, celle-ci tente avec les

femmes et les pouvoirs locaux de rechercher et d'identifier les disparus. Ou plutôt réalise le travail que ces mêmes autorités ne font pas : « Nous existons parce que les organismes traditionnels comme la police et les ministères publics n'ont pas pu, su, ou même voulu chercher les disparus, détaille Karla Quintana, qui dirige la CNB. Cette mission dépend de la volonté politique des dirigeants locaux. »

Car dans ces régions, beaucoup de maires et de fonctionnaires de police – villes et États ont leurs propres polices au Mexique – sont soit victimes de pressions des groupes criminels, soit complices. L'impunité règne : à l'échelle nationale, seuls 6 % des délits sont résolus. C'est encore pire pour les cas de disparitions : 36 condamnations seulement ont été prononcées à ce jour. Avant les recherches aux abords du lac, le ballet des agents de police et des fonctionnaires de la Commission régionale de recherche est incessant, et l'improvisation règne devant le bureau des autorités judiciaires – la *fiscalía*. « Mais ils

## repères

### Un fléau national

**Selon la Commission nationale de recherche de personnes disparues, près de 105 000 personnes ont été portées disparues depuis le premier cas recensé en 1964.**

**Le phénomène a pris de l'ampleur avec la guerre contre les cartels, lancée en 2006 par**

**le président Felipe Calderon : 80 000 disparitions ont été enregistrées depuis cette date.**

**Ces disparus sont majoritairement des hommes. Les femmes, 25 % du total, sont victimes de traite sexuelle ou de féminicides. Autre caractéristique importante : la jeunesse. La part de la population qui disparaît le plus est âgée de 15 à 25 ans pour les femmes, de 20 à 29 ans pour les hommes.**



●●● Suite de la page 9  
attendent quoi ? On dirait qu'ils le font exprès ! » Maria Elena a sans doute raison : les fonctionnaires sont peu coordonnés ou concernés, ils retardent les recherches. Prévus à 8 heures, les premiers coups de pelle seront donnés à midi. Lors de ce deuxième jour de recherche, le directeur de la Commission de recherche du Michoacan, nommé en janvier, s'est évaporé, prétextant une urgence, probablement plus importante que celle de trouver les disparus.

**Souvent, le travail d'identification, grâce à des tests ADN, est défaillant. Des milliers de restes sont mal référencés, sans date ni lieux de découverte. Au Mexique, 52 000 corps restent non identifiés.**

« Il y a un problème structurel au sein des fiscalías, estime Karla Quintana. L'autorité judiciaire ne nous accepte pas sur le terrain, et cela génère des tensions. Ils doivent comprendre que si on cherche les disparus, c'est surtout parce qu'ils n'ont pas cherché avant ! » La responsable de la CNB regrette que les directeurs régionaux soient nommés par le pouvoir fédéral, et non par l'institution qu'elle dirige. « La fiscalía a des moyens que nous n'avons pas. On se demande si certains fonctionnaires veulent garantir la vérité et la justice, ou s'ils sont là pour une question de pouvoir ou de politique... »

Les cadavres retrouvés par les *rastreadoras* au lac de Los Negritos sont transportés à la morgue de la fiscalía régionale, comme tous les autres. Mais souvent, le travail d'identification, grâce à des tests ADN, est défaillant. Des milliers de restes sont mal référencés, sans date ni lieux de découverte. Au Mexique, 52 000 corps restent non identifiés. « Il y a un mois, une femme a retrouvé les restes de son mari. On lui a dit que son corps était au centre médico-légal depuis cinq ans. Cinq ans ! Et personne n'avait fait la besogne administrative d'identification ! », enrage Evangelina Contreras. Durant leurs recherches, les mères subissent des menaces. Leur protection est un enjeu important. Le 30 août, Rosario Lilian, qui cherchait inlassablement son fils depuis 2019, a été tuée par balle à la sortie de l'église dans le Sinaloa, un État très touché par la violence. Au Mexique, des femmes meurent aussi d'avoir voulu trouver leurs enfants disparus.  
**Diego Calmard**

## Dans l'armée russe, la valse des généraux

Plusieurs généraux russes ont disparu des radars après avoir commandé les forces d'invasion en Ukraine.

La verticale du pouvoir s'impose plus que jamais à la chaîne de commandement russe.

Où est passé Sergueï Dvornikov ? Pendant des semaines, la question a taraudé les experts militaires qui tentent d'y voir clair dans la chaîne de commandement russe en Ukraine. Surnommé « le boucher d'Alep », ce général avait l'oreille de Vladimir Poutine depuis l'intervention russe en Syrie qui a contribué à sauver le pouvoir de Bachar Al Assad. Nommé à la tête des opérations en Ukraine début avril, il a disparu des radars au bout de quelques semaines, ne figurant plus sur les photos et les reportages du ministère de la défense.

Selon toute vraisemblance, l'homme a perdu tout crédit auprès du président russe du fait des difficultés des troupes. Il aurait même

été mis à la retraite d'office, selon Christo Grozev, fondateur du site d'investigation Bellingcat, souvent bien informé. Sa nomination avait pourtant été décidée directement par Vladimir Poutine, face à des généraux qui craignaient son penchant pour la boisson et ses lacunes dans la maîtrise d'opérations à grande échelle, preuve du rôle croissant du chef du Kremlin dans la conduite des opérations sur le terrain.

Le limogeage de Sergueï Dvornikov n'a jamais été officiellement annoncé par les autorités de son pays. Le grand public russe a découvert son successeur au détour d'un reportage télévisé le 26 juin, qui filmait la visite du ministre de la défense Sergueï Choïgou auprès des troupes engagées en Ukraine. Il s'agit du général Guennady Jydko, 56 ans, qui a lui aussi participé à la campagne russe en Syrie. Il aurait un poste de coordinateur des trois armées d'invasion qui opèrent simultanément, selon plusieurs sites militaires russes. L'information reste cependant au conditionnel, le Kremlin

n'ayant jamais confirmé sa nomination. Au cours des derniers mois, l'état-major russe a révoqué en catimini au moins six généraux qui n'ont pas donné satisfaction.

**Au cours des derniers mois, l'état-major russe a révoqué en catimini au moins six généraux qui n'ont pas donné satisfaction.**

Le lieutenant général Sergueï Kissel, qui commandait la première armée blindée de la Garde, a ainsi été suspendu pour son incapacité à prendre Kharkiv. La mise au placard du vice-amiral Igor Ossipov, qui était à la tête de la flotte russe de la mer Noire, est intervenue quelque temps après le naufrage du croiseur *Moskva*, détruit le 13 avril. « Il est difficile de savoir qui est responsable de quoi en Ukraine, note l'expert des questions de défense Pavel Louzine. Le Kremlin n'a pas confiance en ses militaires et en change de façon régulière. »

Le ministre de la défense lui-même, Sergueï Choïgou, semble

avoir perdu beaucoup de son crédit auprès de Vladimir Poutine depuis que le scénario d'une guerre éclair a été enterré. Lors d'une rencontre avec son subordonné, le président a déclaré devant les caméras qu'il s'informait auprès de deux hommes de confiance : le général Sergueï Surovikine, commandant du front sud, et son homologue du front centre, Alexander Lapine, qui s'est vu décerner le titre de héros de la Russie pour la prise de Lyssytchansk, dernière avancée en date des forces russes.

La verticale du pouvoir s'impose plus que jamais à la chaîne de commandement russe. « Le Kremlin essaie de piloter les troupes directement de Moscou, à partir du Centre de contrôle de la défense nationale, et évite de déléguer la responsabilité des opérations à un seul général, poursuit Pavel Louzine. La culture du contrôle du politique sur l'état-major est un héritage de l'Union soviétique, lorsque le Kremlin craignait un coup d'État militaire. La peur existe encore et semble même s'accroître aujourd'hui. »

**Olivier Tallès**

### explication

## Les visas touristiques ne sont plus accordés aux Russes en Pologne et dans les pays Baltes

La mesure de restriction au séjour entre en vigueur ce lundi 19 septembre.

Elle provoque l'inquiétude des dissidents russes, malgré la promesse de leur accorder un visa spécifique à titre humanitaire.

**Pour quels motifs les quatre pays interdisent-ils les visas touristiques aux ressortissants russes ?**

L'accord a été scellé de manière coordonnée entre la Pologne, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Depuis ce lundi 19 septembre, les quatre pays ont temporairement décidé de ne plus délivrer de visas touristiques aux Russes, « afin de contrer les menaces immédiates à l'ordre public et à la sécurité ». L'interdiction s'étend également aux motifs jugés « non essentiels », culturels, sportifs ou commerciaux. Dans leur déclaration commune, le quatuor justifie la démarche du fait que « les trois quarts des citoyens russes soutiennent l'agression de la Russie contre l'Ukraine ».

Tout comme ses homologues, le premier ministre letton Arturs Krišjānis Kariņš en fait aussi une affaire morale : « Il est inacceptable que des touristes russes profitent de la vie en Europe quand la Russie mène une guerre brutale en Ukraine », a-t-il twitté.

**Le quatuor justifie la démarche du fait que « les trois quarts des citoyens russes soutiennent l'agression de la Russie contre l'Ukraine ».**

**Quelles conséquences cela peut-il avoir ?**

De nombreux ressortissants russes, journalistes, dissidents, représentants de la société civile s'inquiètent de la suite des événements. Ils craignent de ne plus pouvoir partir, ou d'être reconduits en Russie s'ils ne peuvent renouveler le visa touristique qui, dans de nombreux cas, leur a permis d'entrer sur le territoire.

Les personnes déjà exilées redoutent également de ne plus pouvoir recevoir la visite de leurs proches restés en Russie. Des



exceptions aux restrictions ont pourtant été prévues. Dans leur approche commune, les quatre capitales assurent que l'interdiction de visas ne s'appliquera pas aux opposants politiquement persécutés, pour les motifs humanitaires ou pour les membres de leur famille.

« Ce n'est pas comme cela que les choses marchent en Russie, conteste une journaliste exilée en Lettonie sollicitée par *La Croix*. En dehors de Moscou, il est très difficile d'avoir accès aux ambassades pour déposer une demande de visa humanitaire. La plupart des gens qui sont partis avec un visa touristique ont fait leurs bagages en deux heures, sans constituer un dossier pour prouver leur bonne foi. »

**Ces mesures font-elles débat dans l'Union européenne ?**

La Finlande, qui partage 1 340 kilomètres de frontière avec la Russie, a opté pour une forte restriction des visas touristiques accordés aux Russes, plutôt qu'une interdiction pure et simple. Le ministre des affaires étrangères Pekka Haavisto refuse de considérer tous les Russes comme un danger. « En ce qui nous concerne, une telle interprétation serait alarmiste. Nous avons consulté la police de la défense et les gardes-frontières. Ils ne voyaient pas en chaque Russe une menace pour la sécurité », a-t-il déclaré. Le 31 août dernier, les ministres des affaires étrangères ont suspendu l'accord de 2007 sur la facilitation des visas entre l'UE et la Russie, ce qui a pour effet d'augmenter le coût des titres de séjour. Certains États membres ont pris le chemin de l'interdiction des visas touristiques. C'est le cas de la République tchèque, de la Slovaquie, du Danemark ou de la Belgique. Mais pour les trois pays européens qui accordent le plus de visas touristiques aux Russes (Grèce, Italie et Espagne), il n'est pas question de leur emboîter le pas.

**Jean-Baptiste François**



# L'Église sur la réserve dans la campagne électorale italienne

— Deux partis d'extrême droite bien placés pour remporter les élections du 25 septembre font appel aux valeurs traditionnelles et religieuses des Italiens.

— L'Église, elle, prend soin de rester à distance des positions partisanes.

Padoue (Italie)  
De notre envoyée spéciale

Rarement depuis 1994 et la dissolution de la Démocratie chrétienne, parti fortement inspiré par la doctrine sociale de l'Église catholique, les références à la religion ont été aussi visibles et exprimées publiquement par des partis politiques en Italie. Matteo Salvini, chef de la Ligue, parti d'extrême droite, et Giorgia Meloni, leader de Fratelli d'Italia, un parti souverainiste conservateur, ont pris l'habitude d'afficher ouvertement leurs convictions religieuses lors de leurs apparitions publiques.

Déjà en mars 2018, en plein meeting électoral avant les législatives, Matteo Salvini brandissait les Évangiles et la Constitution, ainsi qu'un chapelet. Le 5 août 2018, jour du vote d'un décret anti-immigration, il remerciait dans un tweet « la bienheureuse Vierge Marie ». Lors d'un grand meeting en 2019 à Rome, Giorgia Meloni clamait : « Je suis Giorgia Meloni. Je suis une femme, je suis une mère, je suis italienne, je suis chrétienne. » Interrogée sur son rapport à la religion, elle répond : « Notre parti n'est pas confessionnel, mais les Italiens savent que Fratelli d'Italia défend le caractère sacré de la vie, la famille naturelle, la liberté religieuse, le libre choix de la subsidiarité – autant de principes qui sont à la base de la doctrine sociale de l'Église. »

Argument de campagne suggéré par les conseillers en communication pour gagner des voix ou convictions personnelles qui pourraient faire la différence lors des législatives du 25 septembre ?

« C'est une façon de parler qui rassure parce qu'elle fait référence à des valeurs traditionnelles, analyse Giuseppe Riggio, directeur de la revue jésuite *Aggiornamenti Sociali*. Les partisans de ces deux partis sont aussi des chrétiens. » Une chose est sûre : ces références brandies par les deux partis d'extrême droite mettent l'Église italienne dans une position délicate.

« L'Église italienne n'intervient pas dans la campagne électorale pour soutenir l'un ou l'autre parti politique. Elle préfère participer d'une manière active au débat sur les questions les plus urgentes, explique encore Giuseppe Riggio. C'est le sens de la déclaration du président de la conférence épiscopale, le cardinal Matteo Maria Zuppi, dans une interview au *Corriere della Sera*, le 6 septembre : « L'Église est pour la liberté de conscience, qui ne signifie pas liberté d'indifférence. »

Si l'institution reste discrète, des personnalités de la société civile, du monde de l'entreprise ou des intel-

lectuels s'affichant comme catholiques ont pris position et fait des déclarations sur plusieurs thèmes d'actualité. « Au-delà des appartenances politiques, il y a un dialogue à l'intérieur du monde catholique. On a conscience qu'il faut poser dès maintenant les sujets qui s'imposent très vite après le scrutin », poursuit Giuseppe Riggio.

Interrogé par les journalistes sur la campagne électorale dans l'avion qui le ramenait du Kazakhstan, le pape François a souligné l'excellent souvenir qu'il gardait de « deux hommes extraordinaires, Napolitano (l'ancien président de la République italienne de 2006 à 2015, NDLR) et l'actuel (Sergio Mattarella, NDLR), des grands ». « Les autres hommes politiques, je ne les connais pas. » Une prudence, fidèle à la ligne du Vatican de non-intervention dans les débats électoraux, mais bien pratique dans une campagne particulièrement piègeuse pour l'Église catholique.

Agnès Rotivel

## essentiel

### Iran — Nouvelles manifestations après la mort d'une jeune femme

De nouvelles manifestations ont eu lieu lundi 19 septembre dans plusieurs universités de Téhéran pour protester contre la mort de Masha Amini, une jeune femme détenue par la police des mœurs qui rejette toute responsabilité dans ce décès. Arrêtée le 13 septembre pour « port de vêtements inappropriés », Masha Amini est tombée dans le coma après son arrestation et est décédée trois jours plus tard à l'hôpital, suscitant une vague de colère dans le pays.

### Afghanistan — Échange de prisonniers entre les États-Unis et les talibans

Washington et les talibans ont procédé lundi 19 septembre à un échange de prisonniers. Le vétéran de la marine américaine Mark Frerichs, enlevé en 2020 en Afghanistan, a été échangé contre Bashar Noorzai, un chef de guerre proche des talibans, détenu depuis dix-sept ans aux États-Unis pour trafic d'héroïne. Le 31 janvier, Joe Biden avait demandé aux talibans de libérer « immédiatement » Mark Frerichs « avant de pouvoir espérer une quelconque prise en compte de leurs aspirations à la légitimité ». « Ce n'est pas négociable », avait dit le président américain au sujet du nouveau gouvernement afghan, qui n'est reconnu par aucun pays.

### Hong Kong — Le président du syndicat des journalistes inculpé

Le président du syndicat des journalistes de Hong Kong a été inculpé lundi 19 septembre pour entrave aux forces de l'ordre, dix jours avant son départ prévu pour suivre une formation à l'étranger. Ronson Chan, président de l'Association des journalistes de Hong Kong (HKJA), est convoqué jeudi au tribunal où il encourt jusqu'à deux ans de prison. Le journaliste a été arrêté début septembre alors que deux policiers voulaient vérifier son identité en plein reportage.

# Le sentiment antifrançais gagne le Niger



— Dimanche 18 septembre à Niamey, plusieurs centaines de personnes ont réclamé le départ de l'armée française.

Avec un air de déjà-vu, la France et son bras armé ont été conspués dans la capitale nigérienne, Niamey, dimanche 18 septembre. Plusieurs centaines de manifestants ont répondu à l'appel du collectif le M62 (« Le mouvement 1962 », créé le 3 août 2022, jour des 62 ans de l'indépendance du Niger) qui invitait les Nigériens à protester contre la cherté de la vie, l'augmentation du prix du gasoil, la présence de la force Barkhane, et à exprimer leur solidarité avec le Mali. Si le mot d'ordre était large, la plupart des manifestants ont surtout défilé de la place Tourno à la place de la Concertation en criant « Barkhane dehors », « À bas la France », « La France, dégage ». Et comme au Mali et au Bur-



Lors de la manifestation du 18 septembre à Niamey, des slogans antifrançais se mêlaient à des messages favorables à la Russie et à Vladimir Poutine. Bourreima Hama/AFP

kina Faso, les slogans antifrançais étaient accompagnés d'autres clairement favorables à la Russie et à Vladimir Poutine, de drapeaux russes brandis au côté de drapeaux nigériens et maliens.

« Considérant les multiples assassinats de nos populations civiles par la force Barkhane, chassée du Mali et illégalement présente sur notre territoire qu'elle estime conquis pour matérialiser son dessein funeste de

déstabilisation du Sahel, nous réitérons notre opposition à la présence militaire française dans notre pays et exigeons son départ immédiat », a déclaré, sans ambages, le M62. Un discours relayé par d'autres organisations de la société civile comme le Réseau panafricain pour la paix, la démocratie et le développement (Reppad), une structure connue au Niger et en lien avec des organisations citoyennes

importantes au Burkina Faso et au Mali. Le compte Twitter créé en septembre par la diplomatie française pour contrer les attaques informationnelles en Afrique, @diploAfrique, leur a simplement répondu : « Que fait la France au Niger ? Elle finance, avec ses partenaires (...), l'éducation des enfants (...), l'accès à l'eau potable (...) et à l'électricité des populations. »

Laurent Larcher



— À Londres, un dernier adieu à la reine aux airs de célébration



## carnet

## décès

Suzanne Gillet, sa mère, Cécile Gillet, sa fille, Anne Gillet, Christine et Jean-Christophe Mercier, Benoît Gillet (frère Matthieu en religion), ses frères sœurs et beau-frère, Ariane, Garance et Laurène, ses nièces, Catherine Audollent, sa marraine, ainsi que les autres membres de sa famille ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Bruno GILLET.**

Les obsèques auront lieu mercredi 21 septembre à 15 heures à la paroisse Saint Pierre-Saint Paul de Viarmes (95270).

Il sera inhumé au cimetière Montmartre à Paris (18<sup>e</sup>) le lendemain matin.

## Transmission du carnet

**Par courrier :** 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex.

**Par téléphone renseignement :** de 9 heures à 17 heures au 01 74 31 66 06 (du lundi au vendredi)

**E-mail :** carnetlacroix@bayardmedia.fr (Préciser nom, adresse et n° de téléphone)  
**Les textes doivent parvenir avant 11 h pour une parution le lendemain (pas de rubrique le samedi/dimanche).**

**La ligne :** 20 € TTC.

La ligne en gras est facturée sur la base de deux lignes.

Remise de 10 % à nos abonnés.

Remise de 50% pour les fiançailles, mariages et baptêmes.

**Vous voulez réagir à un article d'un de nos journalistes**  
**Vous voulez vous exprimer sur un sujet particulier**

Ecrivez à l'adresse

lecteurs.lacroix@groupebayard.com

## bloc-notes

## Nantes (Loire-Atlantique)

## Congrès

**Passeurs d'avenir.** Congrès du MCC (Mouvement chrétiens des cadres et dirigeants) les samedi 24 et dimanche 25 septembre à la Cité des congrès de Nantes. Jérôme Chapuis, directeur de la rédaction de *La Croix*, animera une table ronde sur « Le soin au cœur de notre travail : quelles perspectives ? », samedi à 11 h 30.

Informations et inscriptions sur [passeursdavenir.fr](http://passeursdavenir.fr)

## Débat

## Les Géopolitiques de Nantes.

Cet événement, organisé par l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) et le « lieu unique », revient pour la dixième année, vendredi 23 et samedi 24 septembre : deux journées de débats et de rencontres pour décrypter les défis stratégiques auxquels le monde est confronté. Jean-Christophe Ploquin, rédacteur en chef à *La Croix* et Laurent Larcher, journaliste au service Monde, interviendront sur des tables rondes consacrées respectivement à l'Ukraine et au Sahel.

Programme complet sur le site : [lelieuunique.com](http://lelieuunique.com)

(Quai Ferdinand-Favre, entrée libre).

## Hondschoote (Nord)

## Rassemblement

**Les Gilliodts.** Cette école de dentelle organise les samedi 8 et dimanche 9 octobre de 10 heures à 18 heures son 7<sup>e</sup> festival de dentelle et métiers d'art à Hondschoote. Dentelle à l'aiguille, fileuse de verre, tourneur sur bois, fileuse de laine, créatrice de coiffes bretonnes... Ce festival réunira une centaine d'exposants (salle Colas, rue Lamartine) en dentelle et métiers d'art, dont les créations en dentelle de Caudry de Sylvie Facon, de la broderie Lunéville (broderie haute couture). Avec la participation cette année de dentellières venues de Belgique, de République tchèque, d'Espagne. Également

des expositions en diverses mairies et à la chapelle Saint-Augustin.

Rens. sur le site : [gilliodts-dentelle.com](http://gilliodts-dentelle.com) (Entrée gratuite)

## Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine)

## Conférence

**Une question.** Comment se retrouver dans le paysage médiatique actuel en distinguant l'important de l'accessoire et le vrai du faux ? Dimanche 2 octobre à 15 h 30, conférence de Robert Solé, ancien journaliste au *Monde* et chroniqueur à l'hebdomadaire *Le 1*.

Château de Ville-d'Avray, 8 rue de Marnes (Entrée libre).

Partagez la joie de la naissance ou du baptême de vos enfants et petits-enfants

Le Carnet de LA CROIX

01.74.31.66.06

## annonces légales

## PARIS

## MODIFICATION STATUTAIRE

## PRINCESSE DES DEUX SICILES

Société civile au capital de 490 €  
Siège social : 13 rue Chevert 75007  
RCS PARIS 802 595 983

Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 8 septembre 2022, Le capital social de la Société a été réduit de 510 €, pour être porté à 490 €. L'article 6 "Apports" des statuts a été modifié en conséquence :

**Ancienne mention :** 1000 €

**Nouvelle mention :** 490 €

et l'article 7 "Capital social" des statuts a été modifié en conséquence :

**Ancienne mention :** 100 parts sociales

**Nouvelle mention :** 49 parts sociales.

Le siège social de la Société a été transféré, à compter de cette date au 13 rue Chevert à Paris (75007). L'article 3 "siège social" des statuts a été modifié en conséquence :

**Ancienne mention :** la Coudre 53200 MÉNIL

**Nouvelle mention :** 13 rue Chevert 75007 PARIS.

L'objet social de la Société a été modifié de sorte que l'activité de la société consiste en une activité principale de holding de détention et de gestion de titres de participations. En conséquence, la société devient une société civile. L'article 4 "Objet social" des statuts a été modifié en conséquence.

A été nommé, à compter du 8 septembre 2022, en qualité de gérant : Monsieur Jean Völcker, né le 2 octobre 1963 à Rotterdam (Pays Bas), de nationalité néerlandaise, demeurant 13 rue Chevert à PARIS (75) ; en remplacement de Monsieur Edouard Carvallo, démissionnaire.

En conséquence, la société qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LAVAL sous le numéro 802 595 983 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au registre du commerce et des sociétés de PARIS.

Mention sera faite au RCS de PARIS.

## Pour vos annonces judiciaires et légales

**Contact :** Média Marketing au 01 41 38 86 15.

**E-mail :** [lacroix@mediamarketing.fr](mailto:lacroix@mediamarketing.fr)  
Par arrêté des préfets des départements intéressés, La Croix a été désigné comme publicateur officiel pour recevoir, en 2022, dans les départements de Paris (0.237 €\*), Hauts-de-Seine (0.237 €\*), Val-de-Marne (0.237 €\*), toutes les annonces judiciaires et légales, en matière de procédure civile et de commerce, ainsi que les actes de société.

\* Il s'agit du tarif d'un caractère hors taxes.

## Découvrez les hors-séries LA CROIX

## Quand nos émotions nous gouvernent



La Croix a exploré la part intime et collective des émotions, d'un point de vue philosophique, culturel, scientifique ou historique et politique et en s'interrogeant sur la place que les émotions occupent dans nos sociétés actuelles et ce qu'elles disent de notre rapport au temps, et aux autres.

104 pages

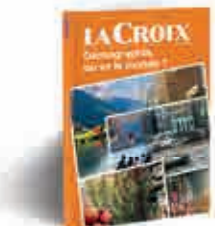
## L'islam, pourquoi c'est compliqué



Comment comprendre cette religion, beaucoup plus riche et complexe que ce qu'en disent ses adeptes les plus intransigeants ? Quelles ressources détient-elle pour surmonter les défis auxquels elle fait face aujourd'hui ? Comment dialoguer avec les musulmans ?

104 pages

## Démographie, où va le monde ?



La Croix a exploré les bouleversements de la population mondiale. Comment la planète va-t-elle faire face ? Environnement, alimentation, santé, migrations, qualité de la vie, protection sociale, éducation... les enjeux sont multiples.

116 pages

## Identités, en parler sans se fâcher



Nos particularismes sont-ils voués à nous enfermer ? Comment se réapproprier nos identités ? Comment les réconcilier entre elles et avec celles des autres ? Où et comment parvenir à les expliciter sans se fâcher ?

144 pages



LA CROIX

## LES HISTOIRES DE L'ART

Une chronique de **Guillaume Goubert**, journaliste à LA CROIX

à écouter sur **RCF** le mardi à 08h53



COMMANDEZ SUR [la-croix.com/hors-serie-rentree2022](http://la-croix.com/hors-serie-rentree2022) ou par téléphone au 01 74 31 15 02 du lundi au vendredi de 8 heures 30 à 19 heures



Ces hors-séries sont imprimés à la demande. Ils ne sont donc pas stockés en nombre, ce qui nous permet de contribuer à l'effort de conservation des ressources papier. Un délai de livraison d'environ deux semaines est à prévoir. À retrouver également en version numérique.



# Que serait un monde sans abeilles ?

## De nombreuses cultures et plantes sauvages dépendent de la pollinisation. Pourtant, les abeilles et autres insectes pollinisateurs poursuivent leur déclin.

**C**acao, melons ou encore carottes. Dans le monde, 75 % des espèces utilisées pour les cultures dépendent – totalement ou en partie – des abeilles et autres pollinisateurs pour leur reproduction. Le chiffre monte à 87 % pour les fleurs sauvages. Que nous resterait-il en cas de disparition des pollinisateurs ?

Pour comprendre leur rôle essentiel, il faut comprendre la pollinisation elle-même. Celle-ci peut se produire de différentes manières : grâce au vent, à la gravité, ou encore aux pollinisateurs. Dans ce dernier cas, un animal déplace des grains de pollen des anthères (partie mâle de la fleur) aux stigmates (partie femelle) d'une autre fleur compatible. En résultent des graines et parfois des fruits ou légumes, ensuite consommés par l'homme.

Ce procédé est le résultat d'une coévolution – une influence mutuelle – entre plantes et pollinisateurs, construite sur des milliers d'années. « *Les plantes ont développé des stratégies spécifiques comme la production de nectar pour attirer les animaux permettant leur reproduction* », illustre Benoît Geslin, maître de conférences en écologie à l'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale. « *Ces animaux n'effectuent donc pas la pollinisation de manière consciente.* »

À l'échelle d'un verger ou d'un champ, cette machine pollinisatrice est redoutablement efficace. « *Chez les abeilles domestiques, on estime qu'une seule butineuse doit visiter une centaine de fleurs pour remplir son jabot (son estomac) et le transporter ensuite à la colonie* », indique Mathieu Lihoreau (1), directeur de recherche au CNRS et spécialiste de l'intelligence des abeilles. « *Elle répète cela une dizaine de fois par jour, pendant parfois plusieurs semaines.* »

Si l'abeille domestique est régulièrement sous les projecteurs, il existe en réalité 20 000 espèces d'abeilles à travers le monde, dont 850 en France. Ces espèces sont les principales responsables de la pollinisation des cultures et des fleurs sauvages sur le territoire. Mais certaines plantes dépendent d'autres pollinisateurs : insectes, oiseaux, chauve-souris, mammifères. Le cacaoyer, par exemple, est principalement pollinisé par

des mouches, et certaines fleurs ne peuvent être pollinisées que par une espèce en particulier.

Or, une grande partie de ces espèces sont en déclin au niveau mondial : 16,5 % des pollinisateurs vertébrés sont menacés d'extinction. En Europe, les populations d'abeilles diminuent de 37 % et celles de papillons de 31 %. Chez les abeilles, les principaux responsables de leur disparition sont l'utilisation de pesticides – dont les néonicotinoïdes, désormais en grande partie interdits en France – et la destruction des espaces naturels, qui affectent les abeilles sauvages. D'autres facteurs, comme l'apparition de certains parasites, sont aussi en cause.

**Chez les abeilles, les principaux responsables de leur disparition sont l'utilisation de pesticides – dont les néonicotinoïdes désormais interdits en France.**

Pour autant, la disparition des pollinisateurs n'entraînerait pas celle de toutes les cultures humaines. Certaines, à l'instar du blé, du maïs ou du riz, n'en dépendent pas du tout. D'autres n'y sont liées qu'en partie, mais seraient tout de même affectées : la pollinisation influence le nombre de graines produites, qui ensuite joue sur la taille des fruits. Dans un verger sans pollinisateurs, on ne trouverait que quelques pommes minuscules, celles-ci dépendant à 85 % des insectes. Des scientifiques ayant travaillé cette hypothèse ont estimé qu'en l'absence de pollinisation, nous perdions 35 % de la production mondiale en tonnage, toutes cultures confondues.

Environ 12 % des espèces cultivées, dont le melon, le café ou les framboises, verraient ainsi leur production chuter de plus de 90 %, soit une quasi-disparition. Or, les cultures dépendant de la pollinisation animale sont aussi parmi les plus riches en nutriments décisifs pour la santé humaine : vitamine A, acides foliques, fer...



Il existe 20 000 espèces d'abeilles à travers le monde, dont 850 en France. Chungking/Stock Adobe



## Que serait un monde sans abeilles ?

«Les scientifiques suspectent un lien fort entre le déclin de certaines plantes et celui des pollinisateurs.»



L'oiseau, comme cet ariane à ventre gris du Costa Rica, figure parmi les pollinisateurs.

M. & P. Fogden/Minden Pictures/Biosphoto

●●● Suite de la page 13.

Sans compter que ces chiffres ne prennent en compte que la dépendance directe des plantes aux pollinisateurs pour les rendements. La pollinisation est aussi essentielle pour la production de graines – et donc de semences – pour certaines plantes, comme les carottes.

Dans certains pays, notamment du Sud, les fruits de la pollinisation sont vitaux pour la survie de certaines populations. «En Argentine, les pommes sont les premiers fruits de vergers exportés, rappelle Benoît Geslin. La pollinisation est stratégique en matière de sécurité alimentaire, mais aussi cruciale pour l'économie, car elle permet de faire entrer des devises étrangères.»

Si les effets négatifs du déclin des pollinisateurs sur les produits agricoles sont en train d'être dé-

**Certaines plantes ont déjà évolué pour s'adapter au déclin des insectes.**

montrés, ceux sur les milieux naturels sont plus difficiles à mesurer. «Les scientifiques suspectent un lien fort entre le déclin de certaines plantes et celui des pollinisateurs», explique André Pornon, chercheur sur les réseaux de pollinisation, au laboratoire Évolution et diversité biologique à l'université Toulouse 3 Paul-Sabatier. «En revanche, la complexité des écosystèmes rend difficile l'établissement d'un lien de cause à effet.»

**pollinisatrices. Mais la pollinisation est aussi effectuée dans une moindre mesure par d'autres hyménoptères (comme les fourmis), les papillons, les coléoptères et certains diptères (mouches, moustiques, moucheron, etc.).**

**La part de la production agricole attribuable à l'action des pollinisateurs est estimée entre 2,3 et 5,3 milliards d'euros par an.**

## repères

### Les pollinisateurs en France

**En France, environ 70 % des 6 000 espèces de plantes recensées – sauvages et cultivées – sont pollinisées par des insectes.**

**Les abeilles – sauvages et domestiques – sont les premières**

Environ 308 000 espèces de plantes sauvages florifères de la planète dépendent, au moins en partie, de la pollinisation animale pour leur reproduction. Plantes sauvages qui elles-mêmes fournissent nourriture et abri à d'autres invertébrés, mammifères, oiseaux et autres.

Bonne nouvelle: certaines plantes ont déjà évolué pour s'adapter au déclin des insectes. Une étude menée sur vingt ans et publiée en 2015 a ainsi montré que le bleuet des champs avait évolué pour devenir plus attractif dans les zones où les pollinisateurs étaient devenus plus rares, la taille des fleurs ayant augmenté pour les attirer.

Moins bonne nouvelle: l'adaptation des organismes vivants (plantes et pollinisateurs) a ses limites, le changement climatique créant de nouveaux stress pour eux. Selon l'IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques), équivalent du Giec pour la biodiversité, le rythme du changement climatique devrait dépasser la vitesse maximale à laquelle de nombreux groupes de pollinisateurs sont en mesure de se disperser ou de migrer.

Camille Richir

(1) À quoi pensent les abeilles, Humensciences, 2022.

## Des robots-abeilles et des pinceaux en renfort

— Certaines entreprises développent des services pour pallier le déclin des pollinisateurs.

— Toutefois, aucune solution ne se révèle aussi efficace que les insectes eux-mêmes.

L'image semble tout droit sortie d'un film de science-fiction. Celle d'un robot-abeille baptisé «Robobee», de la taille d'un demi-trombone aux deux ailes ultra-fines, capable de voler, planer et se diriger. Pour l'heure, il est encore à l'état de prototype mais l'objectif affiché par ses concepteurs – des chercheurs du Wyss Institute de l'université de Harvard, aux États-Unis – est de créer un outil capable de contribuer, en partie, à la pollinisation.

D'autres dispositifs similaires de drones pollinisateurs sont en cours de développement par des universités ou entreprises à travers le monde. Mais ce pan de la recherche suscite déjà le scepticisme des spécialistes de la pollinisation et des abeilles. Une étude publiée en 2018 dans la revue *Science of the Total Environment* met en avant plusieurs limites, en particulier l'usage restreint de ce type de robots.

«Il y a 350 000 espèces de plantes à fleurs qui disposent chacune de leur propre système de pollinisation», explique Bernard Vaissière, chercheur à l'Inrae (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) et coauteur de l'étude. «Il est illusoire de penser que ce travail puisse être accompli par des robots.» Tout au plus la technologie pourrait-elle fonctionner pour un «petit nombre de cultures très spécifiques, faciles à polliniser et qui ne sont pas liés à un insecte pollinisateur particulier».

Sans compter les effets pervers potentiels de ces technologies, qui utilisent des matériaux issus de l'extraction minière. Leur usage pourrait bouleverser des écosystèmes déjà fragiles. Pour les auteurs de l'étude, le

dispositif se révélerait de toute façon peu viable économiquement, car la pollinisation par les insectes est un service fourni gratuitement par la nature. Selon une étude menée en 2005, le travail accompli par les pollinisateurs représenterait 153 milliards d'euros.

**D'autres exploitants se lancent dans la pollinisation manuelle. Une méthode fastidieuse pour des résultats mitigés.**

Dans certaines régions du monde, dont la France, des agriculteurs payent désormais des apiculteurs pour polliniser les cultures grâce à des abeilles domestiques. «Celles-ci peuvent contribuer à la pollinisation, mais leur efficacité sera moindre que certains pollinisateurs naturels, voire inapplicable pour certaines cultures, comme les tomates sous serre», soulève Bernard Vaissière.

D'autres exploitants se lancent dans la pollinisation manuelle, notamment au Brésil, à Madagascar, en Asie du Sud-Est mais aussi dans certains pays européens comme l'Italie ou l'Espagne. Une méthode fastidieuse pour des résultats mitigés. «Il faut imaginer que le pollen est récolté, tamisé, puis déposé délicatement avec un pinceau sur les stigmates (partie femelle) des fleurs», décrit Bernard Vaissière. C'est envisageable et déjà utilisé à grande échelle pour des plants à forte valeur ajoutée, comme la production de semence hybride de tomates ou de laitues, mais c'est loin d'être applicable à toutes les cultures, de par la quantité de travail que cela nécessite». La protection des insectes pollinisateurs existants et de leur diversité reste donc indispensable.

Camille Richir



## Débat.

### Faut-il encore installer des ruches en milieu urbain ?

#### D'autres moyens de favoriser la biodiversité en ville existent

**Audrey Muratet**

Enseignante-chercheuse en écologie urbaine au laboratoire images, ville, environnement de l'université de Strasbourg

L'implantation de ruches en ville peut être une démarche pédagogique intéressante. Le problème est l'« industrialisation » de cette action dans plusieurs villes européennes, induisant des conséquences non négligeables sur les pollinisateurs sauvages.

Dans une étude publiée en 2019 dans la revue en ligne Plos One, nous avons montré qu'à Paris, à l'échelle d'un quartier, le taux de visite de pollinisateurs sauvages sur les plantes en fleur diminue significativement lorsque la densité de ruches augmente. Or, le maintien d'une diversité de pollinisateurs est nécessaire pour toutes les plantes

qui en dépendent afin de produire leurs fruits et graines.

Ainsi, avant d'installer des ruches en ville, il faut s'interroger sur le contexte et le sens. Y a-t-il déjà d'autres ruches à proximité ? Y a-t-il suffisamment de plantes mellifères dans un rayon d'un kilomètre pour que les abeilles puissent se nourrir sans faire de concurrence aux autres pollinisateurs ? Quel est le but ? S'il

**Casser le bitume là où il n'est pas nécessaire.**

s'agit de favoriser la biodiversité en ville, d'autres actions existent : réduire le nombre de fauches des espaces herbacés, créer des zones refuges, casser le bitume là où il n'est pas nécessaire ou encore limiter l'éclairage nocturne.

Recueilli par Camille Richir

#### Elles permettent de sensibiliser les citoyens

**Henri Clément**

Secrétaire général et porte-parole de l'Union nationale de l'apiculture française (Unaf)

Nous avons lancé en 2005 un programme, baptisé « L'Abeille, sentinelle de l'environnement », destiné à mettre des ruches en ville, au moment où nous connaissions de fortes mortalités dans les ruchers. Cela a permis de sensibiliser le grand public et les élus aux enjeux de la sauvegarde des pollinisateurs.

Nous avons toujours été prudents sur le développement de ces ruches : il n'est pas question d'en mettre 25 sur le toit d'un immeuble, par exemple. Il peut arriver qu'il y ait une concurrence entre les abeilles à miel et les abeilles sauvages, mais il ne faut pas rendre les premières responsables du déclin des secondes. Les causes de leur mortalité sont

d'abord la détérioration des habitats, les pesticides, ou encore les prédateurs et parasites.

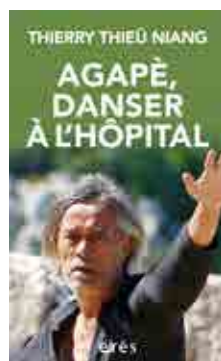
La mise en place d'un contrôle du nombre de ruchers dans les villes ou dans une zone donnée ne serait selon moi pas la solution, car un tel contrôle serait très difficile à mettre en œuvre. La capacité d'accueil dépendrait de la totalité des ressources alimentaires à disposition pour les pollinisateurs.

**Il faut simplement rester raisonnable sur le nombre de ruches que l'on installe.**

Or, celle-ci dépend des conditions climatiques et peut varier très vite d'une année sur l'autre. Il faut simplement rester raisonnable sur le nombre de ruches que l'on installe.

Recueilli par Camille Richir

## à lire



### Agapè, danser à l'hôpital

de Thierry Thieù Niang, Erès, 130 p., 10 €.

Agapè (l'amitié, en grec), c'est le nom qu'a donné le danseur et chorégraphe Thierry Thieù Niang à sa résidence artistique, passée au sein de l'hôpital Avicenne, à Bobigny (Seine-Saint-Denis). Durant ces longs mois, l'artiste est passé de service en service – hématologie, psychiatrie pédiatrique, chirurgie orthopédique, oncologie – pour rencontrer des patients, danser avec eux, parler art et mouvement, parfois juste être présent.

« Je veux raconter ce que la danse peut, comment elle peut rapiécer, restaurer et consoler dans ce lieu qu'est l'hôpital », écrit-il. À chaque chapitre, le portrait d'un patient que la maladie ronge, abat, puis l'éclat d'un partage. « Danser, c'est donner au patient le courage de dépasser la peur qu'il ressent devant un corps qui n'est plus le sien », raconte l'auteur. Pour l'aider à l'accepter, voire à le réapprivoiser. C'est comme si Thierry Thieù Niang, le temps d'un corps à corps et d'un ballet silencieux – « qui peut durer quinze minutes ou trois heures » – portait la douleur et la peur des personnes qu'il rencontre et leur redonnait de la force.

Il y a, entre les lignes d'Agapè, danser à l'hôpital, une dimension politique et éthique. Ce récit souligne combien l'art et la beauté peuvent être des soins, par leur impact sur le mental des malades (les neurosciences ont montré à quel point la musique stimule la mémoire). Il rappelle surtout l'impérieuse nécessité de l'accompagnement et du « non-abandon ». Oui, la mort rôde, mais « cette main que je noue à mes doigts est tellement vivante ! La vie est là ».

Alice Le Dréau

## chronique



**Karine Lacombe**

Professeure en infectiologie et cheffe du service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris

### Soigner à l'épreuve de la migration

« Inch'Allah, je vais guérir. » Ses yeux seuls sourient, son visage grave ne bouge pas. Je viens de lui annoncer que cette image que l'on voit sur le scanner et qui le fait tousser et cracher du sang depuis des semaines, c'est une tuberculose pulmonaire que l'on soigne très bien avec des antibiotiques. Il a 16 ans, il a traversé la Méditerranée, été retrouvé semi-noyé sur une plage de Sicile, passé plusieurs semaines à l'hôpital en Italie, sans amis ni famille.

Ce n'est que pressé par mes questions qu'il lâche des bribes du cauchemar vécu entre la Guinée et la Libye. Il ne sait ni lire ni écrire, parle un français approximatif, tourne sans arrêt son téléphone entre ses mains, seul objet qui le relie à son pays. L'association qui lui a trouvé un logement l'a amené à notre policlinique, car depuis plusieurs jours, il manifestait des symptômes de stress post-traumatique faits de reviviscences, de terreurs incontrôlées quand une porte claque, d'insomnies et d'épisodes brutaux d'abattement avec des pensées suicidaires.

Je me suis assise tout près du lit, mes yeux dans les siens, une main sur le drap, afin d'établir cette confiance dont nous avons tant besoin pour construire l'alliance thérapeutique indispensable à l'observance du traitement et à la guérison. C'est un mineur isolé, mais soigné chez les adultes, un visage poupin amaigri, son grand corps replié en chien de fusil.

Cela faisait longtemps que l'on n'avait pas reçu en hospitalisation un jeune migrant, alors qu'ils étaient légion il y a cinq ou dix ans, quand les routes migratoires entre l'Europe et l'Afrique, l'Asie et le Moyen-Orient étaient débordées de candidats noyés dans la misère économique et la guerre. Un journaliste du Monde rapportait récemment que, de façon contemporaine à la crise économique liée à la guerre en Ukraine, les routes migratoires s'étaient

rouvertes, après s'être tariées avec la pandémie de Covid-19.

Rendue trop dangereuse par des passeurs sans scrupule, la traversée de la Méditerranée était remplacée par une traversée des montagnes vers la Hongrie, où l'on risque l'empalement sur les barbelés du mur qui sépare ce pays de ses voisins. « Y avait des femmes et des bébés, c'était le milieu de la nuit, ça criait partout et moi je suis tombé dans l'eau, je nage pas très bien. » Il a lâché ces quelques mots, interrompus par des quintes de toux qui lui broient les côtes.

**Le chemin sera long. Il faudra guérir d'abord. Puis apprendre à lire, à écrire, à parler notre langue.**

Son chemin sera long. Il faudra guérir d'abord, après de longues semaines à l'hôpital jusqu'à ce qu'il ne soit plus contagieux. Puis apprendre à lire, à écrire, à parler notre langue. Quand reverra-t-il les siens ? Qu'a-t-il vécu de si tragique au pays pour lui préférer la solitude et les dangers extrêmes de la migration ? Ces questions me taraudent mais ne franchissent pas le seuil de mes lèvres. Car l'examen clinique est un moment privilégié où l'on écoute le corps et à l'aide de phrases brèves, on circonscrit les symptômes pour poser l'ébauche de notre diagnostic.

Pour l'instant, notre hôpital est le lieu où il va débiter son « rétablissement expérientiel », en réactualisant son histoire pour prendre le pouvoir sur son existence. En même temps que le corps, nous tentons de soigner l'esprit, et de redonner un sens à ce qui a été vécu, là où les aléas de la migration ont déconstruit la possibilité d'un futur.



## c'est pas automatique

Jeanne Ferney  
JournalisteGuérir  
après un cancer

Combien de temps dure un cancer ? D'après les statistiques, cinq ans en moyenne. Beaucoup plus longtemps pour une partie des patients, chez qui les conséquences physiques et psychologiques de la maladie se font sentir pendant de nombreuses années. Les cellules cancéreuses ont bien disparu, les séances de radiothérapie ou de chimiothérapies sont terminées, et pourtant tant de choses restent à soigner. Le corps éprouvé par les traitements, les douleurs persistantes, mais aussi l'image de soi abîmée, les cheveux qui repoussent péniblement, les kilos difficiles à perdre ou à reprendre, les cicatrices laissées par une opération, la sociabilité mise à mal...

**On parle moins souvent de l'après-cancer et de ses répercussions, parfois si lourdes qu'elles hypothèquent des vies de famille ou des carrières.**

D'où l'importance cruciale de ce que les médecins appellent « les soins de support oncologiques ». Kinésithérapeutes, socioesthéticiennes, diététiciens, psychologues, acupuncteurs, sophrologues, art-thérapeutes... Autant de professionnels qui peuvent apaiser, aider à reprendre pied ou simplement écouter.

Pourtant, selon la Ligue contre le cancer, seule une petite partie des patients ont accès à cet accompagnement. Publiée ce 20 septembre, l'enquête de son Observatoire sociétal des cancers estime ainsi que 24 % des patients n'ont jamais été orientés vers l'un de ces soins de sup-

port depuis le début de leur parcours, malgré des séquelles parfois handicapantes. Parmi les personnes souffrant de fatigue chronique, très courante après un cancer, seules 26 % ont été aiguillées vers l'activité physique adaptée, « alors qu'il s'agit du meilleur traitement recommandé ». Pour 19 % des sondés, ce renoncement n'est pas assumé mais subi, faute de trouver un praticien près de chez eux ou faute de moyens financiers. La cause tient aussi parfois à un manque de coordination entre les professionnels de santé, chacun voyant le patient au seul prisme de sa spécialité. « Malheureusement, le problème risque de s'aggraver davantage dans un contexte de crise majeure de l'hôpital en France et de désertification médicale dans certains territoires », anticipe le président de la Ligue contre le cancer, Daniel Nizri.

On parle souvent, et à juste titre de l'épreuve du cancer, des progrès de la recherche pour améliorer le pronostic vital des patients, des efforts consentis pour rendre l'annonce du diagnostic moins brutale. On parle moins souvent de l'après-cancer et de ses répercussions, parfois si lourdes qu'elles hypothèquent des vies de famille ou des carrières. Pour certains, cette bataille est plus difficile encore à mener que celle contre la maladie.

Mieux soigner les maux de « l'après » : c'est précisément l'un des objectifs que s'est fixés le dernier plan décennal de lutte contre le cancer, présenté en février 2021 par le président de la République. Aussi la Ligue contre le cancer profite-t-elle de cette étude pour rappeler les pouvoirs publics à leurs promesses, et à la nécessité de mettre en œuvre les moyens pour les tenir, alors que la France compte 3 millions de survivants du cancer. Débarrassés de la maladie certes, mais pas guéris pour autant.

## essentiel

## Alimentation

## Des chercheurs reconstituent les repas de la préhistoire

Des produits laitiers, des céréales et de la viande, le tout assemblé en une sorte de ragoût. Ainsi se composait le menu traditionnel durant le néolithique, bien plus varié que ce que l'on imaginait. C'est ce qu'ont découvert des chercheurs de l'université de Bristol en procédant à l'analyse chimique de poteries vieilles de six mille ans, retrouvées dans les eaux entourant de petites îles artificielles du Nord de l'Écosse, appelées « crannogs ». « Cette recherche nous ouvre une fenêtre sur les traditions culinaires des premiers agriculteurs vivant à l'extrémité nord-ouest de l'Europe, dont les modes de vie sont peu compris », s'est félicitée la docteure Lucy Cramp, coautrice de cette étude parue dans *Nature Communications*.

## Agenda

## Découvrir l'anatomie de Totoro

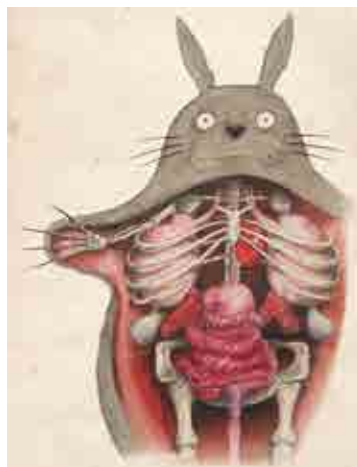


Illustration d'Arnaud Rafaelian

Totoro et les gremlins appartiennent-ils à la même famille biologique ? Comment les ailes des dragons sont-elles reliées à leur squelette ? Pour répondre à ces questions, le Musée du château des ducs de Wurtemberg, à Montbéliard (Doubs), propose une exposition sur « l'anatomie comparée des espèces imaginaires ». De quoi mêler sciences et pop culture, de Spiderman à Alien, et redécouvrir l'approche du naturaliste Georges Cuvier, natif de Montbéliard, à qui l'on doit d'importants progrès en paléontologie et phylogénie.

Jusqu'au 12 mars 2023.

Rens. : 03.81.99.22.61

et musees@montbeliard.com

**Santé.** Lancé par l'Inrae, le projet «Le French Gut» entend percer les mystères du microbiote en analysant 100000 échantillons fécaux.

Le microbiote  
passé au crible

Muqueuse du côlon couverte de bactéries. SPL/Phanie

C'est un projet que ses concepteurs se plaisent à qualifier d'« un peu fou ». Il est en tout cas ambitieux puisqu'il s'agit, d'ici à 2027, de récolter, séquencer et analyser le microbiote de 100 000 Français, avec pour objectif d'en cartographier toute la diversité. Ces dernières années, les progrès des techniques de séquençage génétique ont permis de progresser dans la connaissance de ce que l'on appelle encore parfois la « flore intestinale ». Mais les études n'ont porté jusque-là que sur un nombre réduit de personnes, souvent dans le cadre de recherches sur des pathologies. Or, cet écosystème, composé de 50 000 milliards de bactéries (soit 1 kg par personne !), est très différent d'un individu à l'autre.

« Aujourd'hui, on sait que le microbiote joue un rôle important dans nos fonctions digestives, métaboliques, immunitaires, neurologiques, rappelle Thomas Lombès, directeur général délégué à la stratégie de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), l'une des quatre institutions publiques impliquées dans ce projet porté par l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), avec l'appui d'une dizaine de partenaires privés. On sait aussi que son altération est une explication à beaucoup de pathologies, comme l'obésité, le diabète, la maladie de Crohn ou certains

cancers. Mais on a encore beaucoup de choses à comprendre pour mesurer précisément son impact sur notre santé », a-t-il expliqué lors du lancement officiel, le 15 septembre.

Quel rôle l'alimentation, la pollution, le stress ou les antibiotiques jouent-ils précisément sur ce monde intérieur ? Dans quelle mesure peut-on agir sur sa composition pour prévenir l'apparition de certaines maladies ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles les chercheurs espèrent répondre.

Baptisé «Le French Gut», le projet s'inscrit dans un vaste programme international, « Million Microbiome of Humans Project », qui prévoit d'analyser un million d'échantillons fécaux afin de constituer la plus grande base de données mondiale sur le microbiote.

Côté français, l'heure est au recrutement de volontaires, via un site Internet spécifique (1). Avant de recevoir un kit de recueil de selles, chaque candidat devra remplir un questionnaire d'une quinzaine de minutes, balayant ses habitudes alimentaires et son style de vie (tabagisme, activités sportives...). Parmi les critères de sélection : avoir plus de 18 ans, résider en France métropolitaine, ou encore ne pas avoir pris d'antibiotiques depuis trois mois.

Jeanne Ferney

(1) lefrenchgut.fr



# Le retour de la moutarde de Dijon en bleu, blanc, rouge

— Après plusieurs mois de pénurie, la moutarde devrait enfin retrouver sa place dans les supermarchés à partir de cet automne.

— Un réapprovisionnement dû aux bons rendements des récoltes 2022 et à la relocalisation d'une partie de la production de graines dans les champs français.

Voilà des mois qu'elle a déserté les étagères des supermarchés, mais sa pénurie pourrait bientôt toucher à sa fin. La moutarde de Dijon devrait regarnir les rayons des magasins dès le mois d'octobre 2022 pour le plus grand bonheur des Français, privés de leur condiment préféré depuis le début du printemps.

Victime de la sécheresse et en partie de la guerre en Ukraine, la moutarde fait son grand retour grâce à une récolte annuelle fructueuse, mais surtout grâce à la relocalisation d'une partie de sa production en France. En l'espace d'un an, les cultivateurs bourguignons de graines ont doublé leur production, de quoi combler le manque de graines venant de l'étranger.

À l'origine, la moutarde est bien une spécialité bourguignonne historique, réputée depuis l'époque médiévale. Mais depuis quelques années, sa production de graines n'a cessé de décroître, développée de l'autre côté de l'Atlantique : la récolte française est passée de 12 000 tonnes en 2017 à 4 000 tonnes en 2021.

**La récolte française de graines de moutarde est passée de 12 000 tonnes en 2017 à 4 000 tonnes en 2021.**

Une aubaine pour le Canada, premier producteur mondial de graines, dont dépend largement la France : le pays fournit désormais 80 % des graines utilisées, seuls les 20 % restants sont issus des champs français. Mais frappées de plein fouet par une vague de chaleur extrême en 2021, les récoltes canadiennes ont été ré-



Dans le vieux Dijon. La moutarde est une spécialité bourguignonne historique, réputée depuis l'époque médiévale. Rh2010/Adobe

duites de moitié par rapport à 2020 selon la Commission canadienne des grains, passant de 98 000 à 49 955 tonnes. Soulagement pour les gourmets, la récolte 2022, qui aura lieu fin septembre-début octobre au Canada, s'annonce bien meilleure : la filière envisage une récolte s'élevant à 115 000 tonnes.

Mais si les petits pots jaunes sont en mesure de faire leur réapparition dès le mois d'octobre, c'est avant tout grâce à un savoir-faire français, relancé en trombe cette année. « On peut envisager la fin de la pénurie début 2023, à réception des graines canadiennes, explique Luc Vandermaesen, dirigeant de la moutarderie Reine de Dijon et président de l'Association moutarde de Bourgogne (AMB). Mais la situation devrait s'améliorer à partir du mois d'octobre, dès qu'on pourra utiliser les graines de la récolte bourguignonne 2022. »

Face aux carences des récoltes transatlantiques, les producteurs locaux de graines françaises ont été appelés en juin par la filière pour redoubler d'efforts cette année. Récoltée en août, la produc-

tion bleu, blanc, rouge a fait un bond et a atteint plus de 6 000 tonnes, une fois et demie le chiffre de l'année précédente.

L'objectif, selon Luc Vandermaesen, serait de monter à 15 000 tonnes en 2023 pour répondre à 40 % des besoins des moutardiers français. « Cela représente une multiplication par 2,5 de nos capacités actuelles, sous réserves de bonnes conditions climatiques. Les agriculteurs ont répondu présent : environ 10 000 ha vont être plantés cet automne », conclut-il.

Et pour motiver les cultivateurs à poursuivre cet effort du made in France, les prix d'achat des graines ont été revus à la hausse :

## repères

### IGP depuis 2009

**Depuis 2009, l'indication géographique protégée (IGP) moutarde de Bourgogne permet de reconnaître la moutarde 100 % Bourgogne avec des graines de moutarde**

le cours est passé de 900 € en 2021 à 1 300 € en moyenne la tonne en 2022, et pourrait s'élever jusqu'à 2 000 € en 2023.

« Les prix de la graine sont élevés et vont continuer à être élevés, souligne Marc Désarménien, directeur général de la moutarderie Edmond Fallot. La tendance du marché est à la hausse, également sur les années à venir. Alors, pour inciter les cultivateurs à favoriser la moutarde plutôt que des céréales, la filière a décidé de fixer un prix avant la récolte, de sorte que l'agriculteur puisse faire des prévisions. »

Pour ce fabricant haut de gamme, représentant seulement

**de Bourgogne, du vin blanc sous appellation d'origine de Bourgogne et transformée en Bourgogne.**

**L'ancienne région Bourgogne produisait 90 % de la moutarde française en 2015, soit 95 000 tonnes. La production française représente 50 % de la production européenne.**

5 % du marché français, le choix d'une graine « 100 % bourguignonne », en circuit court, est une évidence depuis longtemps. « Nous payons la graine 15 à 20 % de plus que la canadienne », poursuit Marc Désarménien.

Un surcoût devenu un atout, sa production n'ayant pas été touchée par la pénurie de graines étrangères. Plusieurs entreprises concurrentes prennent désormais la même direction, à l'instar de Reine de Dijon, qui vient de s'engager à n'utiliser que des graines françaises ces trois prochaines années.

Plus français mais aussi plus cher : les clients seront-ils prêts à dépenser davantage pour leur précieux condiment ? Les professionnels de la filière ne se montrent pas inquiets. « Les Français en général semblent désormais favorables à une moutarde locale, française, et pourraient être prêts à payer légèrement plus qu'auparavant », témoigne Luc Vandermaesen. « Malgré cette hausse, conclut Marc Désarménien, la moutarde reste un produit bon marché. »

**Sarah Dupont**



# Écowatt, le moyen simple d'éviter les coupures d'électricité

— En cas de tension sur le réseau, le dispositif lancé par RTE demande aux utilisateurs de réduire ou de décaler leur consommation d'électricité.

— Déjà 115 000 ménages sont inscrits, soit 45 000 de plus en cinq jours.

Cela s'annonce déjà comme un des grands succès de l'automne et de l'hiver, surtout si les températures sont glaciales. Écowatt, le mécanisme d'alerte lancé en 2020 au niveau national par le gestionnaire du Réseau de transport d'électricité (RTE), pourrait permettre de passer l'hiver sans trop d'encombre et, surtout, d'éviter des coupures autoritaires.

Il suffit de s'inscrire sur le site ([www.monecowatt.fr](http://www.monecowatt.fr)), comme l'ont déjà fait 115 000 abonnés, selon le dernier pointage, lundi 19 septembre au matin. Les chiffres grimpent très vite : 45 000 de plus en cinq jours, depuis que le gestionnaire du réseau a présenté ses prévisions pour les prochains mois. « Nous recevons aussi beaucoup de messages de la part d'entreprises qui nous demandent quelles sont les démarches à suivre », affirme Xavier Piechaczyk, le président de RTE.

Le dispositif est présenté comme une « véritable météo de l'électricité ». Des discussions sont d'ailleurs en cours avec les chaînes de télévision pour qu'elles l'intègrent dans leur bulletin météo, afin de toucher le plus grand nombre. Une application pour smartphone est également en cours de développement.

Écowatt informe en temps réel sur le niveau de consommation, grâce à des codes couleurs. Une carte verte signifie que la demande électrique est inférieure à la production disponible pour la journée et que les marges sont suffisantes. En clair, que tout va bien.

Une couleur orange est le premier signal d'alerte indiquant le peu de marges dont dispose le système électrique. Les consommateurs sont prévenus trois jours avant par SMS ou par mail. Ils sont alors invités à différer, par exemple, le lancement de leur machine à laver la vaisselle ou le linge. Il s'agit d'économiser l'électricité lors des périodes de forte consommation, le matin entre 8 heures et 13 heures et le soir entre 18 heures et 20 heures.

Le 4 avril dernier, des températures très inférieures à la normale avaient contraint RTE à déclencher l'alerte orange. Une première plutôt réussie. Cela avait permis une réduction de la puissance appe-

lée de l'ordre de 0,8 GW, soit deux fois la consommation d'une ville comme Montpellier. Et de passer la journée sans encombre.

L'objectif est surtout d'éviter l'alerte rouge, déclenchée s'il n'y a pas assez d'électricité pour couvrir tous les besoins. Les coupures sont alors inévitables, sauf si les

**Quand il fait froid, la mise en service des radiateurs représente ainsi à elle seule 30 à 40 % des appels de puissance.**

ménages, les entreprises et les collectivités acceptent de limiter leur consommation de « manière volontaire et massive ». Elle pourrait être abaissée de 1 à 5 % (autour de 0,9 GW à 4,5 GW), voire 15 % « dans les situations météorologiques les plus extrêmes ».

Il est à noter que pour y parvenir, RTE peut également actionner ses propres mécanismes : les contrats signés avec une vingtaine d'industriels permettant de diminuer la consommation de 1,2 GW en cinq secondes et une baisse de 5 % de la tension sur le réseau de distribution (4 GW récupérés).

Selon le pire des scénarios (des températures très basses associées à une pénurie de gaz et beaucoup

de réacteurs nucléaires à l'arrêt), jugé toutefois très improbable, RTE prévoit ainsi d'activer l'alerte rouge entre 20 et 28 fois d'ici à la fin de l'hiver. Dans les hypothèses plus optimistes, elle serait lancée entre 0 et 6 fois.

Les « éco-gestes » sont nombreux et permettent des baisses significatives de consommation, rappelle RTE. Il s'agit, par exemple, d'éteindre les lumières dans les pièces non utilisées (0,6 GW en moins), de limiter l'éclairage public et des enseignes lumineuses non indispensables (-0,6 GW), de réduire l'éclairage à l'intérieur des bâtiments (-0,3 GW le matin, -0,5 GW le soir). De même, la généralisation des ampoules basse consommation permettrait de gagner 0,4 GW le matin et 0,6 GW le soir.

Mais la baisse du chauffage reste la mesure la plus radicale. « Du fait de l'importance du chauffage électrique en France, la consommation peut varier du simple au double entre l'hiver et l'été », explique Jean-Paul Roubin, directeur exécutif de RTE. Quand il fait froid, la mise en service des radiateurs représente ainsi à elle seule 30 à 40 % des appels de puissance. Un degré de chauffage en moins permet de gagner 2 GW le matin et 2,2 GW le soir.

**Jean-Claude Bourbon**

## essentiel

### Europe — Bruxelles veut pouvoir contraindre les entreprises à servir l'UE d'abord en cas de crise

Bruxelles a présenté le 19 septembre un projet prévoyant que la Commission européenne impose à des industriels de donner priorité aux commandes européennes, plutôt que chinoises ou américaines, sous peine d'amendes, « dans des circonstances extrêmes » pouvant entraîner des pénuries de produits vitaux. Cette mesure vise à dissuader des États tiers de bloquer les exportations de produits stratégiques vers l'Europe, comme les États-Unis l'avaient fait avec les vaccins anti-Covid pendant la pandémie.

### Social Retraites, les syndicats restent inquiets

La piste d'une réforme des retraites via le budget de la Sécurité sociale « n'a pas été écartée » lundi 19 septembre lors d'une réunion au ministère du travail avec les syndicats, qui ont enjoint au gouvernement d'éviter un « passage en force » qui mettrait « le feu dans le pays ». Invités à discuter du dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) publié la semaine dernière, les syndicats n'ont pu que constater leurs désaccords avec le ministre, Olivier Dussopt, suspecté de « noircir la perspective financière pour légitimer une mesure qui interviendrait rapidement », selon Yvan Ricordeau, négociateur attitré de la CFDT.

# Après le décès de Bruno Bonduelle, la sixième génération arrive aux manettes

— Le décès de Bruno Bonduelle, vendredi 16 septembre, place les projecteurs sur la direction actuelle de ce groupe, qui appartient à la sixième génération familiale du géant des légumes en conserve.

Il faisait partie de la cinquième génération de la famille. Bruno Bonduelle est décédé vendredi à l'âge de 89 ans, a annoncé le groupe éponyme samedi. Celui qui a également marqué le monde économique du nord de la France a été PDG de Bonduelle de 1985 à 1994, avant de prendre la tête du conseil de surveillance, puis de devenir membre du conseil d'administration. Son mandat avait notamment été marqué par la reprise de son concurrent Cassegrain en 1989.

« Bruno Bonduelle a été un acteur déterminant de la transformation du groupe, qu'il a accom-



**Bruno Bonduelle, en juin 2012.**  
 Edouard Bride/Voix du Nord/MaxPPP

pagné dans son expansion en France (...) et à l'international en élargissant l'activité à l'Espagne, au Portugal et à l'Europe centrale », a souligné l'entreprise dans un communiqué. Elle « salue la mémoire d'un grand capitaine d'industrie dont l'esprit entrepreneur et l'audace ont permis le développement économique et social de nombreux acteurs de la métropole lilloise ».

Avec ce décès, c'est la sixième génération de la famille – déjà bien installée aux manettes – qui est placée sous les projecteurs. Christophe Bonduelle, neveu de Bruno, est à la tête du conseil d'administration tandis que le directeur général, Guillaume Debrosse, est un cousin par alliance, nommé en 2018.

C'est précisément en 2018 que la gouvernance de Bonduelle a été modifiée, avec la dissociation des fonctions de président et directeur-général, mais aussi des nouveautés, en particulier la présence renforcée d'administrateurs indépendants au conseil d'administration. Il manque à l'appel de cette sixième génération Jérôme Bonduelle, fils de Bruno, décédé en 2020 à l'âge de 51 ans après avoir été renversé de son vélo à Lille.

Le groupe de Bonduelle, géant de son secteur, a réalisé sur son exercice 2021-2022 (clos le 30 juin) un chiffre d'affaires de 2,9 milliards d'euros. Les quatre marques de Bonduelle (Bonduelle, Casse-

grain, Globus, Ready Pac Bistro) et les plus de 10 000 salariés se répartissent entre la France et l'étranger (Europe, Russie, CEI, Canada, États-Unis, Brésil et Afrique de l'Ouest).

Les défis ne manquent pas pour ce géant de l'agroalimentaire, qui a vendu début juillet 65 % de sa filiale de conserves et surgelés en Amérique du Nord, pour se désenclaver et développer ses marques propres.

Comme les autres groupes de ce secteur, Bonduelle doit aussi faire face aux défis agricoles, climatiques et énergétiques. Et continue à préparer l'avenir : le groupe emploie déjà une poignée de représentants de la septième génération familiale. Tous recrutés avec rigueur : chaque nouvelle tête doit avoir décroché un diplôme de niveau bac + 5, avoir la trentaine, maîtriser parfaitement l'anglais et afficher deux expériences professionnelles réussies.

**Marie Dancer (avec AFP)**

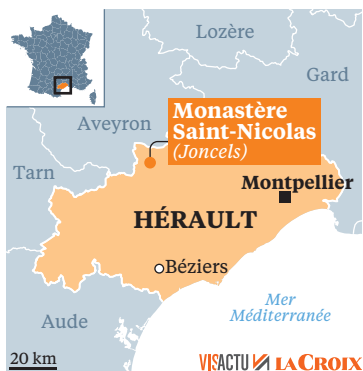
## 75 milliards d'euros

C'est la valorisation que vise le constructeur automobile allemand Volkswagen pour sa filiale sportive Porsche, qu'il veut introduire en Bourse le 29 septembre. En abandonnant 12,5 % du capital de l'entreprise sur le constructeur de bolides, le premier constructeur automobile européen vise à obtenir les milliards nécessaires pour financer ses investissements dans la voiture électrique, connectée et autonome.

**sur la croix.com**  
 — Aux États-Unis, les républicains à l'assaut des investissements responsables



# Enquête après des viols dans un monastère orthodoxe



Le métropolite Dimitrios, à la tête des grecs-orthodoxes de France, a ouvert une enquête après la mise en cause de deux religieux pour des faits de pédocriminalité dans un monastère de l'Hérault, à la fin des années 1970.

Les faits dénoncés remontent à plus de quarante ans, mais n'en restent pas moins sordides. Dans son édition du vendredi 16 septembre, le quotidien *Libération* a rapporté les témoignages de trois frères, victimes de viols imputés à deux responsables du monastère orthodoxe Saint-Nicolas, à Joncels (Hérault), durant trois étés au tournant des années 1970 et 1980, alors qu'ils avaient 8, 10 et 12 ans. Trois hommes aujourd'hui brisés par un vécu longtemps indicible. Auprès de *Libération*, l'archimandrite Gabriel, actuel higoumène (supérieur) du monastère, a jugé « vraisemblables » ces accusations qui visent deux moines : le hiéromoine Marc, décédé en 1998, et l'archimandrite du trône œcuménique Benoît, mort



Le monastère orthodoxe Saint-Nicolas, à Joncels (Hérault). Idriss Bigou-Gilles/Hans Lucas

en 2016, fondateur en 1962 de cette abbaye placée sous la juridiction de la métropole grecque-orthodoxe de France. « Les auteurs de ces actes sont aujourd'hui décédés, et les faits inqualifiables qu'ils ont commis sont prescrits par la justice de la République », a réagi vendredi dans un communiqué Mgr Dimitrios, métropolite grec-orthodoxe de France. Nous entendons cependant la plainte de ces trois victimes auxquelles nous redisons notre consternation et notre solidarité. C'est pourquoi nous nous engageons à diligenter sans délai une enquête ouverte et trans-

parente sur ce monastère, sur son passé et sur son présent. » Aux trois frères, l'évêque dit son « profond effroi devant les horreurs subies et les souffrances endurées depuis », selon le communiqué, qui poursuit : « Nous restons à leur disposition et leur proposons, s'ils le veulent bien, de les rencontrer. » Un rendez-vous avait été fixé il y a un an avec une des victimes, qui ne s'était pas présentée, a-t-on indiqué dans l'entourage du métropolite.

Mgr Dimitrios, 42 ans, va confier l'enquête « à des personnes neutres, qui ont l'expérience requise », a indi-

qué à *La Croix* Carol Saba, responsable de la communication de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France (AEOF). « On peut mettre au crédit du métropolite d'avoir très vite réagi de manière transparente, en se montrant compatissant vis-à-vis des victimes et de leur récit », commente le porte-parole. « Tous les évêques orthodoxes sont très vigilants sur ces questions, qui sont importantes pour des victimes ayant vécu des abus horribles, mais awussi parce que cela entache le témoignage de l'Église », assure-t-il.

**Benoît Fauchet**

## Au Mali, les religieux appelés à œuvrer à la réconciliation nationale

Le gouvernement de transition malien s'appuie beaucoup sur les responsables religieux pour assurer la cohésion du pays, notamment lors de la Semaine de la réconciliation.

**Bamako (Mali)**  
De notre correspondant

Mobiliser les Maliens autour des idéaux de paix, de tolérance, de cohésion et de pardon. L'objectif de la « Semaine de la réconciliation nationale », organisée par le gouvernement de transition jusqu'à mercredi 21 septembre, est ambitieux,

alors que le pays est englué dans une crise multidimensionnelle qui a fait de nombreux morts. Pour cette deuxième édition – la première remonte à janvier 2020 –, les autorités se sont une nouvelle fois appuyées sur les religieux. « Elles nous ont demandé de faire des prières et des prêches dans nos mosquées afin de parvenir au pardon et de réconcilier les cœurs », indique Mahamadou Fofana, de la Ligue des imams du Mali.

Le fait de s'appuyer sur les religieux est loin d'être une surprise, tant les responsables cultuels sont écoutés et capables de mobiliser largement, jusqu'à remplir un stade de 50 000 places. Ainsi du chérif

**Le pays est englué dans une crise multidimensionnelle.**

Mohamed Ould Cheikh Hamahoulah, que les acteurs politiques se déplacent pour consulter, notamment avant les élections. Le gouvernement sollicite ainsi régulièrement les religieux, que ce soit après des attaques terroristes ou après les sanctions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Certains résultats sont notables dans ce pays à 90 % musulman. La médiation du Haut

conseil islamique (HCI), plus grande association musulmane, avait permis la levée, en mars 2021, du blocus de Farabougou, dans le centre. Mais deux ans après un forum sur la réconciliation organisé par le HCI à Mopti, zone de tensions intercommunautaires, la situation sécuritaire ne s'est pas améliorée... Par manque d'action politique, selon le président de l'Alliance des leaders religieux musulmans et chrétiens du Mali, Thierno Hady Thiam : « Nous pouvons poser des bases, mais nous n'avons pas le pouvoir de les entériner, nous sommes des religieux, pas des politiques. »

**Boubacar Sidiki Haidara**

essentiel

# 21,2

millions. C'est le nombre de pèlerins qui ont afflué vers Kerbala, ville du centre de l'Irak, pour commémorer l'Arbaïn, samedi 17 septembre, selon les autorités locales. Les musulmans chiïtes, majoritaires en Irak et en Iran, marquent ainsi le quarantième jour de deuil pour le martyr de l'imam Hussein, petit-fils du prophète de l'islam Mohammed et figure fondatrice du chiïsme.

**Ukraine**  
Mgr Eric de Moulins-Beaufort apporte son soutien au peuple ukrainien

En déplacement en Ukraine, le président de la Conférence des évêques de France et archevêque de Reims a affirmé, dimanche 18 septembre, au cours de la divine liturgie à Kiev, présidée par le primat de l'Église gréco-catholique d'Ukraine, Mgr Sviatoslav Chevchouk : « Vous vous battez pour la liberté de votre pays, mais nous sommes conscients que vous vous battez aussi pour nous. » Venu au nom des évêques et de tous les catholiques de France, il a expliqué demander à Dieu d'accorder la paix aux Ukrainiens, « non pas la paix que les agresseurs veulent vous imposer, mais la paix de la vérité et de la justice ».

**Nicaragua**  
La police interdit à nouveau des processions

La police du Nicaragua a interdit, pour des raisons de « sécurité publique », deux processions catholiques populaires. Elles devaient se tenir fin septembre à Masaya, à 30 km au sud-est de Managua, a indiqué samedi 17 septembre, le diocèse de la capitale. Le 13 août, une procession à Managua avait été interdite pour les mêmes raisons. Ces décisions s'inscrivent dans le contexte des relations très tendues entre l'Église et le régime du président Daniel Ortega.

**sur la-croix.com**

**Blasphème au Pakistan : les catholiques saluent le geste d'apaisement de la Cour suprême**



**Rouge et blanc,**  
d'Edvard Munch,  
1899-1900, Oslo,  
Munchmuseet.  
CC BY 4.0 Munchmuseet



En consacrant une vaste rétrospective au peintre norvégien, le Musée d'Orsay rappelle l'importance de ses grands cycles sur la vie, l'amour et la mort. Le tout servi par des touches stridentes et d'éblouissants accords de couleurs.

**Edvard Munch. Un poème de vie, d'amour et de mort**  
Musée d'Orsay, à Paris (1)

Ne vous attendez pas à voir le célèbre *Cri* dans la rétrospective « Edvard Munch » qui s'ouvre aujourd'hui au Musée d'Orsay. Celle-ci vous offre mieux : des chefs-d'œuvre jamais vus à Paris où éclatent toutes les audaces de ce peintre furieusement novateur. Une découverte pour tous ceux qui n'ont pas eu la chance de visiter le Musée Munch à Oslo. Un an à peine après sa réouverture, dans une tour ultramoderne, en plein centre de la capitale norvégienne, cette institution, qui a hérité de tout le fonds d'atelier de l'artiste, a prêté pas moins d'une soixantaine d'œuvres, sur les quelque 160 accrochées sur les cimaises d'Orsay.

**Le peintre s'est profondément nourri à l'art français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.**

Le musée parisien avait de bonnes raisons d'organiser cette rétrospective, dix ans seulement après l'exposition « Munch, l'œil moderne » du Centre Pompidou, qui insistait sur l'intérêt de l'artiste pour la photographie, le nouveau théâtre intimiste et même... le cinéma. Car le Norvégien, qui vécut à Paris dans sa jeunesse, s'est aussi nourri à l'art français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. D'emblée, la touche divisée de ses premiers portraits emprunte aux impressionnistes. Pourtant, quelle liberté déjà dans cet *Autoportrait à la cigarette* (1895), brossé en touches hâtives, laissant entrevoir la toile nue et des coulures ! Quand Munch peint *L'Enfant malade*, en souvenir de sa sœur Sophie emportée à 15 ans par la tuberculose, il griffe même sa peinture au stylet pour mieux traduire son martyre. L'œuvre exposée fera scandale (le premier d'une longue lignée), permettant à son auteur de s'inscrire d'emblée dans l'avant-garde.

Basculant dans une veine symboliste, le voici qui ose des couleurs en aplats, des contrastes éblouissants de teintes complémentaires, influencé par Gauguin, exposé comme lui au Salon d'automne à Paris en 1884. Voyez les fenêtres jaune incandescent et le trottoir violet de cette *Soirée sur l'avenue Karl Johan*, où Munch fait défiler les bourgeois d'Oslo aux visages livides comme des spectres ! Ici le décor halluciné semble répondre à la foule hagarde que fuit une silhouette solitaire (le peintre incompris ?). Désormais,

## repères

### Une riche programmation

**De nombreux spectacles, lectures et conférences accompagnent la rétrospective Edvard Munch au Musée d'Orsay. Parmi ceux-ci, on retiendra :**

**Le Ballet national de Norvège, les 22 et 23 novembre pour**

Munch inscrira toujours ses personnalités dans un environnement qui reflète leurs sentiments. À l'image de cette toile, qu'il qualifiait de « premier *Cri* » où un homme se penche au-dessus d'une balustrade qui file dans une diagonale vertigineuse, le visage enflammé par le ciel aux traînées rouge sang.

Claire Bernardi, qui a conçu l'accrochage d'Orsay (avant de prendre récemment la direction du Musée de l'Orangerie), a voulu lutter toutefois contre la réputation d'un Munch peintre du désespoir. En

**quatre représentations inspirées des pièces d'Ibsen.**

**Un concert de l'Orchestre de Paris dirigé par Paavo Järvi avec des œuvres d'Edvard Grieg et du Danois Carl Nielsen, le 1<sup>er</sup> octobre.**

**Trois concerts de musique pop et électro avec la chanteuse Okay Kayaet la saxophoniste-Mette Henriette, le 8 décembre.**

insistant sur ses nombreux cycles de peinture, jusqu'aux ultimes grands décors pour l'université d'Oslo, elle rappelle en effet combien les œuvres angoissées de l'artiste s'inscrivent toujours dans des ensembles plus vastes, comme une « symphonie », disait-il. Lorsque Munch expose ainsi *Le Cri* pour la première fois en 1893, celui-ci fait partie d'une série sur l'amour où figurent aussi le *Rêve d'une nuit d'été*, le *Baiser*, bientôt mué en *Vampire* où la femme semble dévorer son amant. Puis la série évolue en une *Frise de la vie*, à laquelle il ajoute un superbe tableau figurant Adam et Ève. Le couple entoure un arbre de la connaissance, qui évoque déjà la Croix et le salut, puisant ses racines dans la terre où figurent deux crânes mais ouvrant sa ramure sur la Jérusalem céleste...

Cette vision d'espérance n'empêche pas de grands moments de trouble. L'une des toiles les plus impressionnantes prêtées par le Musée Munch à Orsay figure ainsi *La Mort de Marat*. On y voit le hé-

ros, alias le peintre, étendu sur un lit, tandis que Charlotte Corday, alias Tulla Larsen (l'amante de Munch qui l'avait blessé à la main d'un coup de revolver), se dresse nue face à nous, les poings serrés. Les éclaboussures de sang, la violence des touches qui quadrillent la toile vibrent comme l'électricité d'un orage. Saisissante aussi, la série des autoportraits où Munch s'observe vieillissant et hanté, avec une franchise implacable. C'est pourtant par une *Nuit étoilée* que se clôt l'accrochage, hommage probable de Munch à la toile de Van Gogh, aujourd'hui au Musée d'Orsay. L'artiste n'y apparaît plus que sous la forme d'ombres – une tête de profil et une silhouette debout –, comme s'effaçant devant la beauté de la Création qui l'enveloppe et le dépasse. Au ciel embrasé du *Cri* a succédé la sérénité d'un nocturne, qui remet tout à sa juste place.

**Sabine Gignoux**

(1) Jusqu'au 22 janvier.  
Rens. : musee-orsay.fr



# « Le Canard enchaîné » prépare la relève en eaux troubles

— Les tensions au sein de l'hebdomadaire satirique ont éclaté au grand jour après la plainte d'un de ses journalistes pour soupçon d'emploi fictif.

— Une crise interne révélatrice d'un journal familial aux réserves opulentes, où la trop lente transmission se heurte à l'impatience de préparer l'avenir.

« Des flics au Canard ! », répète Alain Guédé, auteur de grandes enquêtes au *Canard enchaîné*, pour signifier ce que cela représente dans l'histoire de ce « poil à gratter des pouvoirs » depuis 1916. Les premiers policiers à y entrer en 1973 étaient de faux plombiers de la Direction de la surveillance du territoire (DST), venus poser des micros et surpris par André Escaro, ce dessinateur dont l'épouse est aujourd'hui soupçonnée d'avoir occupé un emploi fictif. Depuis cet été, un enquêteur de la police judiciaire, depuis peu secondé, auditionne les membres de la rédaction, dans le cadre d'une enquête préliminaire pour abus et recel de biens sociaux. Une rédaction, déplore Alain Guédé, qui vit désormais sous « l'épée de Damoclès de perquisitions, mises sur écoute ou examen de fadettes de téléphone, ce qui l'oblige à renforcer la protection de ses sources ». Et qui s'interroge sur ses nouveaux combats, divisée mais largement convaincue qu'il faut fonctionner différemment pour préparer l'avenir.

**« Il faut des jeunes et les former à la culture : un ton léger, amusé, distancié, qui soit compréhensif par tous, pour décrypter les grands enjeux actuels. »**

Qu'est-ce qui a conduit un journaliste du *Canard enchaîné* à déposer plainte contre X à la police, plutôt que saisir l'inspection du travail ou organiser une action collective en tant que délégué syndical ? « Christophe Nobili a essayé d'en parler aux deux têtes du journal (Michel Gaillard, le président, et Nicolas Brimo, le directeur général). Mais notre direction ne conçoit que les rapports en bilatéral et sa relation à l'argent est compliquée. Les gens sont payés très différemment. Cela crée des malaises. C'est un journal richissime géré de façon pingre ! », lâche l'un des

## Seulement cinq directeurs en cent sept ans

Fondé une première fois (pour cinq numéros) en 1915, puis relancé en 1916 par Jeanne et Maurice Maréchal, *Le Canard enchaîné* (281 000 exemplaires, dont 17 000 numériques) est le plus ancien titre de presse satirique. En cent sept ans, ce « journal de journalistes » a eu pour capitaines les Maréchal, Ernest Raynaud, Roger Fressoz et Michel Gaillard. Sa maquette a peu changé, et il n'a jamais accepté de publicité, ni d'aides à la presse. Longtemps, le « volatile » – comme le surnommait le général de Gaulle – a été le seul à publier ses comptes annuels dans le journal. À part en 2020, ils ont été florissants, en dépit d'un prix resté à 1,20 € pendant trente ans, passé à 1,50 € en 2021.

18 journalistes de la section syndicale CGT-SNJ, créée fin 2021.

L'argent, un problème ? Une énigme pour ce titre assis sur un « trésor de guerre » de 130 millions d'euros. Ce fonds de réserve, constitué après la tentative de rachat par Hachette dans les années 1950, équivaut aujourd'hui à sept chiffres d'affaires. « Les boulons ont été resserrés par Michel Gaillard et Nicolas Brimo » dans les années 1990, assure Alain Guédé, arrivé en 1981, où « la comptabilité était encore bohème », dans un journal « qui a toujours été sous-équipé au niveau administratif ». S'il y avait eu une direction des ressources humaines pour gérer la cinquantaine de salariés et la centaine de pigistes, le montage visé par l'enquête n'aurait pas existé ou subsisté, estime un syndiqué, partisan de délier les cordons de la bourse pour embaucher, investir, mieux rémunérer les pigistes. Et, pour cela, changer de direction.

« Les choses ne s'arrangeront pas en faisant partir Gaillard et Brimo avec du goudron et des plumes !, s'agace un administrateur. Le journal leur doit beaucoup. Ils veulent le transférer en bon état de marche, et le dépôt de bilan de la messagerie Presstalis et la crise sanitaire n'ont pas aidé. C'est une maison où les changements ne sont pas brutaux, où le passage de relais se fait progressivement. » Michel Gaillard, 78 ans, arrivé étudiant en 1966 au *Canard*, et le dessinateur André Escaro, 94 ans, qui a piloté le titre avec Roger Fressoz et restera administrateur jusqu'en 1996, ont connu la veuve Maréchal et ses nièces, qui ont cédé leurs actions au journal, relève le journaliste. Comme si cette ancienneté conférait un devoir moral de transférer une histoire, une culture d'entreprise, et ce ton satirique si particulier.

La transmission se dessine néanmoins. Le nom du pro-

plus de 60 ans. Il faut des jeunes et les former à la culture : un ton léger, amusé, distancié, qui soit compréhensif par tous, pour décrypter les grands enjeux actuels ».

Avant la crise sanitaire déjà, l'idée d'un séminaire avait germé. Il prendra finalement la forme de cinq ateliers. Celui sur le numérique a démarré depuis l'été. D'autres débiteront à la fin du mois sur « le recrutement », « les nouveaux sujets », « les dessins », et même « l'identité du journal ». « Nous devons nous demander quels sont nos combats aujourd'hui », insiste ce journaliste qui trouve le journal plutôt classé à gauche « parfois macron-compatible ». L'environnement, les banlieues, les Gafam, ou encore les violences conjugales sont autant de sujets que la plupart souhaiterait voir davantage couverts.

Direction et rédaction partagent une même conviction que le journal a toute sa place dans le paysage médiatique, mais qu'il faut lui donner un « nouveau souffle ». « Le plus dur, confie un encadrant, sera de se réconcilier, et retrouver cet esprit familial où on se dit les choses en déjeunant le lundi ou en bouclant ensemble le journal à l'imprimerie. » Des habitudes qui se sont perdues.

Aude Carasco

## essentiel

### Monuments — Succès des Journées du patrimoine

Les Journées du patrimoine, samedi 17 et dimanche 18 septembre, ont connu « un succès » pour leur 39<sup>e</sup> édition selon le ministère de la culture, avec 16 000 lieux ouverts au public et plus de 25 000 événements. Sites les plus fréquentés, le château de Fontainebleau, le Mobilier national et le palais du Luxembourg à Paris (20 000 visiteurs), l'abbaye du Mont-Saint-Michel et le château d'Angers (10 000 visiteurs).

### Cinéma — Woody Allen annonce sa retraite après un « dernier film »

« Mon prochain film sera le numéro 50, je pense que c'est le bon moment pour arrêter. Mon idée, en principe, c'est de ne pas faire plus de films et de me concentrer sur l'écriture. » Woody Allen, 86 ans, a annoncé dans le quotidien espagnol *La Vanguardia* que ce dernier film serait tourné à Paris fin 2022, avec un casting entièrement en français.

 sur la-croix.com  
— Dresde, centre du monde

## FESTIVAL DE MUSIQUE DU MONT SAINT-MICHEL ET SA BAIE LA MANCHE DU 1<sup>ER</sup> AU 16 OCTOBRE 2022

VIA AETERNA

ARDEVON • AVRANCHES • CANCALE • CAROLLES • DRAGEY-RONTHON • GENÊTS • GRANVILLE  
LA LUCERNE D'OUTREMER • LE MONT SAINT-MICHEL • PONTORSON • SAINT-PAIR-SUR-MER

INFORMATIONS ET RÉSERVATIONS : WWW.VIA-AETERNA.COM

LA CROIX

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

CREA FOLLES JOURNÉES

LA MANCHE LE DÉPARTEMENT



**LA CROIX**   
c'est aussi à écouter !

## L'envers du Récit Spécial Ukraine



Depuis l'entrée des troupes russes sur le sol ukrainien, le 24 février 2022, cinq envoyés spéciaux de *La Croix* se relaient sur place pour couvrir ce conflit majeur au cœur de l'Europe.

Dans ce podcast, ces journalistes nous racontent leur travail de terrain, ce qu'ils ont vécu et comment ils tentent de décrire cette guerre au plus près.

La saison 5 est à découvrir tous les vendredis de septembre, à partir du 2 septembre.

---

**Épisode 1 :** Soudain, à l'aube, une première explosion

**Épisode 2 :** Au milieu du chaos, la vie

**Épisode 3 :** Face aux crimes de l'armée russe

**Épisode 4 :** À l'ouest, la résistance s'organise

**Épisode 5 :** Pâques, malgré les combats

Pour écouter, rendez-vous sur  
**[la-croix.com/enversdurecit](https://www.la-croix.com/enversdurecit)**



## le choix de La Croix

# Descente dans l'enfer de l'amiante



L'ancienne mine d'amiante de Canari, en Corse. Thomas Dandois/Arte

### L'amiante, l'histoire sans fin À 20 h 55 sur Arte

« Ils ont arrêté la production en France et ils l'ont doublée ici. Ce sont des assassins ! » Le scandale de l'amiante tient dans le cri de cette femme de la ville de Sibaté, en Corse. Interdite en Occident depuis les années 1980 et aujourd'hui dans 67 pays de par le monde, la « fibre tueuse » est connue comme dangereuse depuis les années 1930. Son extraction et son commerce international ne sont toujours pas interdits à l'échelle du monde. Thomas Dandois et Alexandre Spalaïkovitch, les auteurs de ce documentaire, sonnent l'alerte par leur enquête minutieuse.

Doté d'exceptionnelles propriétés physiques (flexible, résistante, ininflammable, bon marché) qui en firent son succès, l'amiante a donné son nom à l'asbestose, maladie pulmonaire très invalidante. Elle est la cause de nombreuses pathologies dont le mésothéliome, tumeur maligne qui emporta en 2017 Ana Cecilia Niño, journaliste colombienne, passionaria de la lutte contre le lobby de l'amiante. On estime entre 100 000 et 120 000 le nombre annuel de morts dues à l'amiante dans le monde.

Le documentaire croise des plans larges de sites d'extraction en Russie ou au Canada avec des images glaçantes de cargos échoués sur les plages de Chittagong au Bangladesh. Il emmène le téléspecta-

teur sur les ruines d'une exploitation en Corse ou à Badia del Vallès, ville catalane où plus de 200 immeubles d'habitation attendent leur désamiantage. Les auteurs prennent le temps de donner la parole aux scientifiques et médecins qui conjuguent leur analyse pour en montrer la nocivité dix, vingt voire trente ans après l'exposition au risque. Un délai utile pour des acteurs sans scrupule qui profitent d'États faibles ou corrompus pour continuer leur commerce. Reste la délicate question du traitement des déchets, qui n'épargne ni la France, ni l'Allemagne. Possible, à la condition minimale d'être un tant soit peu souhaitée, la sortie de l'amiante sera complexe et coûteuse.

**Arnaud Alibert**

TF1	France 2	France 3	Arte	France 5	M6	Et aussi...
<p><b>11.00</b> Les Feux de l'amour; <b>11.50</b> Les douze coups de midi; <b>13.00</b> Journal; <b>13.45</b> Météo; <b>13.55</b> Sélect &amp; scandaleux. Téléfilm d'espionnage (2022), de Ted Campbell <b>10</b>; <b>15.40</b> Scandale au pensionnat. Téléfilm dramatique (2013), de Jason Lapeyre <b>10</b>; <b>17.30</b> Familles nombreuses : la vie en XXL; <b>18.30</b> Ici tout commence; <b>19.10</b> Demain nous appartient; <b>20.00</b> Journal.</p> <p><b>21.10</b> <b>Mask Singer</b>. Divertissement. Présenté par Camille Combal. Invités : Chantal Ladesou, Kev Adams, Jeff Panacloc et Vita. Chantal Ladesou, Kev Adams, Jeff Panacloc et Vita sont de retour pour une quatrième édition, avec Camille Combal en maître de cérémonie. Ils accueillent 12 nouveaux personnages; <b>23.35</b> <b>Mask Singer, l'enquête continue</b>. Divertissement. Présenté par Camille Combal.</p>	<p><b>6.30</b> Télématin; <b>9.30</b> La maison des Maternelles; <b>10.15</b> Amour, gloire et beauté; <b>10.45</b> Tout le monde a son mot à dire; <b>11.20</b> Chacun son tour; <b>11.50</b> Tout le monde veut prendre sa place; <b>12.50</b> Scandale au pensionnat. Téléfilm dramatique (2013), de Jason Lapeyre <b>10</b>; <b>17.30</b> Familles nombreuses : la vie en XXL; <b>18.30</b> Ici tout commence; <b>19.10</b> Demain nous appartient; <b>20.00</b> Journal; <b>20.45</b> Un si grand soleil.</p> <p><b>21.10</b> <b>MasterChef</b>. Divertissement. Présenté par Agathe Lecaron. Invités : Yves Camdeborde, Thierry Marx et Georgiana Viou. 18 candidats sur la ligne de départ, et plus qu'une poignée pour cette cinquième semaine de compétition où le droit à l'erreur se réduit ; <b>23.15</b> <b>Les pouvoirs extraordinaires du corps humain</b>. Magazine. «Arthrose, ostéoporose : comment avoir des os en bonne santé ?» Présenté par Michel Cymes et Adriana Karembeu.</p>	<p><b>8.30</b> Littoral; <b>9.10</b> Dans votre région; <b>10.00</b> Dans votre région, la suite; <b>10.55</b> Outremer.le mag; <b>11.35</b> Outremer.l'info; <b>11.50</b> 12/13; <b>12.55</b> Météo à la carte; <b>14.00</b> Rex; <b>16.15</b> Duels en familles, le match des régions; <b>16.50</b> La p'tite librairie; <b>17.00</b> Slam; <b>17.45</b> Questions pour un champion; <b>18.30</b> Le 18.30; <b>19.00</b> 19/20; <b>20.00</b> Saveurs de saison; <b>20.20</b> Plus belle la vie; <b>20.50</b> Tout le sport.</p> <p><b>21.10</b> <b>Mémoire trouble</b>. Téléfilm dramatique (2022), de Denis Malleval, avec Pierre Arditi, Nicolas Grandhomme (1h30). Un ancien policier se demande s'il n'aurait pas manipulé des preuves dans une de ses anciennes enquêtes ; <b>22.40</b> <b>Les fantômes du Havre</b>. Téléfilm policier (2018), de Thierry Binisti, avec Barbara Cabrita, Frédéric Dieffenthal (1h50). Un duo de policiers est chargé d'enquêter sur la mort d'une personne.</p>	<p><b>8.50</b> Invitation au voyage : Nos épouées; <b>9.25</b> Yellowstone : Nature extrême; <b>13.00</b> Arte regards; <b>13.35</b> Le retour de Frank James. Western (1940), de Fritz Lang; <b>15.15</b> Des vignes et des hommes; <b>15.45</b> Fascinant Maghreb; <b>16.40</b> Ces animaux venus d'ailleurs; <b>17.25</b> Invitation au voyage; <b>19.00</b> Ces animaux venus d'ailleurs; <b>19.45</b> Arte journal; <b>20.05</b> 28 minutes.</p> <p><b>20.55</b> <b>L'amiante, l'histoire sans fin</b>. Documentaire. L'amiante est interdite en France depuis 1997. Mais ceux qui pensent que son impact mortifère sur la santé mondiale appartient au passé se trompent lourdement; <b>22.30</b> <b>Vivre derrière les barreaux</b>. Documentaire. En France et en Allemagne, des prisonniers racontent leur quotidien derrière les barreaux, tout en dénonçant les dysfonctionnements du système carcéral.</p>	<p><b>10.05</b> Le magazine de la santé; <b>11.10</b> Chine sauvage; <b>12.05</b> L'énigme de la tombe viking; <b>13.05</b> La nature scandinave à vélo; <b>13.40</b> Le magazine de la santé; <b>14.40</b> Les 100 lieux qu'il faut voir; <b>15.40</b> Le Cambodge, un monde d'eau; <b>16.30</b> Marat, Robespierre, les malades de la Révolution; <b>17.30</b> L'invité de C dans l'air; <b>17.45</b> C dans l'air; <b>19.00</b> C à vous; <b>20.00</b> C à vous la suite.</p> <p><b>21.00</b> <b>Ça chauffe au rayon thé glacé</b>. Documentaire. A la mode chez les consommateurs comme dans l'industrie agroalimentaire, les boissons à base de thé glacé ne sont pourtant pas plus saines que les sodas classiques; <b>21.50</b> <b>Les infusions en pleine ébullition</b>. Documentaire. Ce documentaire enquête sur la composition des tisanes, boissons ancestrales naturelles, sans théine et sans caféine, redevenues tendance.</p>	<p><b>7.20</b> ALVINNN!!! et les Chipmunks; <b>8.00</b> Idéfix et les Irréductibles; <b>8.30</b> Les aventures de Paddington; <b>8.50</b> M6 Boutique; <b>10.05</b> Ça peut vous arriver; <b>11.35</b> Ça peut vous arriver chez vous; <b>12.45</b> Le 12.45; <b>13.20</b> L'œil de Philippe Caverivière; <b>13.40</b> Scènes de ménages; <b>14.00</b> Un jour, un doc; <b>16.20</b> Les reines du shopping; <b>18.40</b> Objectif Top Chef; <b>19.45</b> Le 19.45; <b>20.30</b> Scènes de ménages.</p> <p><b>21.10</b> <b>La maison d'en face</b>. Série de suspense (Saison 1, 1 et 2/6) <b>10</b> Avec Julie de Bona, Caterina Murino. Eve et Yanis emménagent dans leur nouvelle maison avec leur bébé; <b>23.10</b> <b>Tout le monde ment</b>. Série de suspense (Saison 1, 1/6). Avec Ernesto Alterio, Irene Arcos. La ville de Belmonte est secouée après la publication d'une vidéo intime entre une professeure et un de ses élèves. Macarena voit sa vie basculer.</p>	<p><b>Canal+ CRYPTÉ: 21.10</b> Illusions perdues. <b>10</b> Drame (2021), de Xavier Giannoli, avec Benjamin Voisin, Cécile de France (2h00). <b>France 4 21.10</b> Ernest Pignon-Ernest, à taille humaine. Documentaire. <b>LCP 20.30</b> Les messages de l'histoire. Documentaire. Tabac, l'industrie du mensonge. <b>NRJ 12 21.10</b> Attraction 2. <b>10</b> Film de science-fiction (2020), de Fiodor Bondartchouk, avec Irina Starshenbaum (2h10). <b>W9 21.05</b> FBI. Série policière. <b>10</b> : «La traque». Avec Missy Peregrym.</p>

## bourse

Séance du lundi 19 septembre. Cours en clôture.

CAC 40	6 061,59 pts	SBF 120	Dassault Aviation				Kleipierre				Scor Se			
Séance	-0,26% Sur un an	-7,74%	Dernier	% Var	% 31/12	Dernier	% Var	% 31/12	Dernier	% Var	% 31/12	Dernier	% Var	% 31/12
Indices			Accor	24,54	-0,49	-13,74	Dassault Systemes	129,9	+0,46	+36,74	Kleipierre	19,57	-4,26	-6,14
Paris			Adp	130,25	-0,12	+14,96	Derichebourg	36,35	+1,30	-30,51	Korian	11,41	-1,81	-59,02
SBF120	4 679,91	-0,23	Air France -klm	1,376	+1,33	-29,51	Edenred	5,35	+1,71	-47,29	L'oreal	333,05	-1,77	-20,12
SBF250	4 588,91	-0,23	Air Liquide	121,28	-0,43	-20,90	Edenred	49,95	-1,05	+23,12	Legrand	69,28	-0,14	-32,67
Places étrangères			Airbus	93,44	+1,85	-16,84	Edf	11,915	+0,13	+15,34	Lvmh	641	+0,23	-11,83
Dow Jones (New York)	30 759,53	-0,20	Ald	10,8	-1,10	-16,54	Effiage	88,94	+0,77	-1,68	Maisons Du Monde	8,995	-0,06	-55,82
Nasdaq (New York)	11 807,00	-0,46	Alstom	19,245	-1,36	-38,36	Ellor Group	3,162	-0,19	-50,32	Mcphey Energy	8,682	-0,69	-59,88
Nikkei (Tokyo)	27 567,65	-1,11	Altea	132,4	-0,75	-21,00	Ellis	12,07	+3,78	-20,70	Mercalys	8,205	-1,50	-4,26
EuroStoxx 50	3 506,47	+0,17	Alten	120,9	+2,03	-23,72	Engie	12,88	+0,28	-1,03	Metropole Tv	12,68	-3,43	-26,11
FT 100 (Londres)	7 236,68	-0,62	Amundi	48,96	+0,25	-32,52	Eramet	85,7	+1,00	+19,11	Michelin	24,315	-0,23	-32,53
Change			Aperam	26,17	+1,83	-45,07	Essilorluxottica	144,9	-0,07	-22,61	Neoen	40	-2,22	+4,82
Etats Unis EUR/USD	0,9990	+0,36	Arcelormittal Sa	22,25	+0,23	-20,95	Eurazeo	57,65	+0,96	-24,93	Nexans	94,75	+0,21	+10,37
Gde-Bret.EUR/GBP	0,8779	+0,45	Arkema	80,46	+2,55	-35,03	Euroapi	17,68	+2,34	-	Nexity	23,16	+1,14	-43,98
Suisse EUR/CHF	0,9658	+0,82	Atos	8,666	+4,99	-76,82	Eurofins Scient.	64,58	-2,51	-40,64	Orange	10,044	-0,24	+6,70
Japon EUR/JPY	143,4200	+0,62	Axa	25,05	-0,60	-4,33	Euronext	69,02	+0,20	-24,36	Orpea	14,25	+0,04	-83,83
Matières premières			Bic	57,2	+1,06	+20,88	Eutelsat Commun.	9,14	-0,38	-14,86	Ovh	12,205	-1,61	-51,95
Or			Biomerieux	86,1	-1,37	-31,06	Faurecia	14,905	-	-64,37	Pernod Ricard	188,85	+0,72	-10,71
Pétrole			Bnp Paribas Act.a	49,355	+0,06	-18,78	Faj	31,36	-1,32	-19,47	Plastic Omnium	17,27	+1,95	-24,45
Argent			Bolloré	4,752	-0,63	-3,41	Fnac Darty	31,04	+0,45	-46,02	Publicis Groupe Sa	50,86	-1,62	-14,09
Carbone			Bouygues	28,57	-0,66	-9,27	Gecina	89,75	-0,88	-26,97	Quadiant	14,57	-2,02	-23,88
Platine			Bureau Veritas	24,55	+0,57	-15,87	Getlink Se	17,825	+0,82	+22,42	Remy Cointreau	176	+0,51	-17,76
Paladium			Capgemini	168,05	+1,08	-22,02	Gtt	117,2	+0,43	+42,49	Renault	31,575	-1,28	+3,37
Nickel			Carmila	14,38	-0,96	+3,75	Hermes Intl	124,2	+1,26	-19,14	Revel	16,67	+0,69	-6,51
Or			Carrefour	16,31	-0,58	+1,27	Icade	43,94	-0,99	-30,36	Rubis	23,06	-1,28	-12,19
Argent			Casino Guichard	11,85	+0,08	-48,81	Imerys	30,82	+2,73	-15,65	S.e.b.	67,5	-1,60	-50,69
Carbone			Cgg	0,858	-2,52	+34,82	Interparfums	44,5	-0,89	-33,40	Safran	99,12	+0,60	-7,93
Platine			Coface	10,31	+0,49	-17,72	Ipsen	99,4	+0,45	+23,48	Saint Gobain	40,54	+0,53	-34,48
Paladium			Covivio	53,8	-1,37	-25,48	Ipsos	45,5	+0,44	+10,30	Sanofi	80,34	-1,86	-9,30
Argent			Credit Agricole	9,413	+0,35	-25,00	Jc Decaux Sa.	12,97	+0,54	-41,05	Sartorius Sted Bio	335	-0,09	-30,56
Carbone			Danone	49,645	+0,27	-9,06	Kering	493,15	-0,20	-30,24	Schneider Electric	118,5	-2,00	-31,29



## LA CROIX contact

**Service client (basé en France)**  
Téléphone : 01 74 31 15 02  
du lundi au vendredi de 8h30 à 19h.

**Votre abonnement**  
**Numéro non reçu, retard de livraison, échéance de votre abonnement, problème de connexion**  
Votre compte client : [librairie-bayard.com/compte](http://librairie-bayard.com/compte)  
Question/Réponse en ligne : [librairie-bayard.com/aide](http://librairie-bayard.com/aide)  
Formulaire de contact : [librairie-bayard.com/serviceclient](http://librairie-bayard.com/serviceclient)

**Pour un changement d'adresse définitif ou temporaire**  
[librairie-bayard.com/serviceclient](http://librairie-bayard.com/serviceclient) en précisant vos nom et adresse actuelle, votre adresse temporaire, et les dates de changement. Délais de prise en compte maximaux : 5 à 7 jours.

**Pour vous abonner**  
Par internet : [librairie.la-croix.com](http://librairie.la-croix.com)  
Par courrier : « La Croix », TSA 70008, 59714 Lille Cedex 9

**Contactez la rédaction**  
18 rue Barbès, 92128 Montrouge cedex.  
Site : [la-croix.com](http://la-croix.com)  
Téléphone : 01 74 31 68 36  
[lecteurs.lacroix@groupebayard.com](mailto:lecteurs.lacroix@groupebayard.com)  
Sur les réseaux sociaux :  
Facebook : @lacroix.journal  
Twitter : @LaCroix  
Instagram : [journal.lacroix](http://journal.lacroix)

**Publicité** 01.74.31.60.60.

**Carnet** 01.74.31.66.06  
de 9 h à 17 h, du lundi au vendredi.  
[carnetlacroix@bayardmedia.fr](mailto:carnetlacroix@bayardmedia.fr)

**Petites annonces** Tél. : 01.74.31.16.18  
(de 9 h à 18 h). Fax : 01.74.31.60.00.

**Contact marchands de journaux**

0 800 29 36 87 Service gratuit + prix appel

Édité par BAYARD, société anonyme à directeur et conseil de surveillance. 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex. Téléphone : 01.74.31.60.60. Fax : 01.74.31.60.01.  
**Directoire** : Pascal Ruffenach (président et directeur de la publication), André Antoni, Florence Guémy et Jean-Marie Montel (directeurs généraux)  
**Président du Conseil de surveillance** : Hubert Chicou. **Actionnaires** : Augustins de l'Assomption (93,7 % du capital), SA Saint-Loup, Association Notre-Dame de Salut.  
**Directeur** : Philippe Colombet.  
**Directeur de la rédaction** : Jérôme Chapuis.  
**Directrice adjointe de la rédaction** : Anne-Bénédicte Hoffner. **Rédacteurs en chef** : Isabelle de Gaulmy, Dominique Greiner, Fabienne Lemahieu, Jean-Christophe Ploquin.  
**Rédacteur en chef adjoint** : Séverin Husson.  
**Rédacteur en chef technique** : Pierre Allais.  
**Correspondant permanent à Rome** : Loup Besmond de Senneville. **Directrice du développement** : Solène Gasser. **Responsable de la vente au numéro** : Marie-Pierre Tour.  
**Bayard Publicité-La Croix**. **Directrice** : Sibylle Le Maire. **Directrice adjointe** : Fabienne Marquet, 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex.  
**Fabrication** : Bayard Presse, 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex. **Impression** : Paris Offset Print, 30, rue Raspail, 93120 La Courneuve ; Midi Print, ZA du pôle actif, 30660 Gallargues-le-Montueux.  
**Bayard Presse Benelux** : Éditeur responsable : Laurence Festrats, rue de la Fusée 50, bte 10, 1130 Bruxelles. Téléphone : (0800) 250.38. Site : [www.bayardchretien.be](http://www.bayardchretien.be). N° de compte : 732 0043201-87. **États-Unis** : La Croix (USPS n° 020305) is published daily in Paris by Bayard Presse at a yearly subscription rate of 714\$US. Periodicals postage paid at Champlain NY and additional mailing offices. Address changes should be sent to : IMS of NY, box 1518, Champlain NY 12919-1518. Printed in France.  
**Origine du papier** : France. **Taux de fibres recyclées** : 50,5 %. **Origine des fibres** : papier issu de forêts gérées durablement.  
**Impact sur l'eau** : P<sub>tot</sub> 0,010 kg/T  
**Reproduction d'articles interdite** sauf autorisation de la Direction.  
**N° de commission paritaire (CPPAP)** : 1024 C 85695. ISSN : 0242-6056.  
Dépôt légal à date de parution.  
**Abonnement annuel plein tarif : 474 €.**



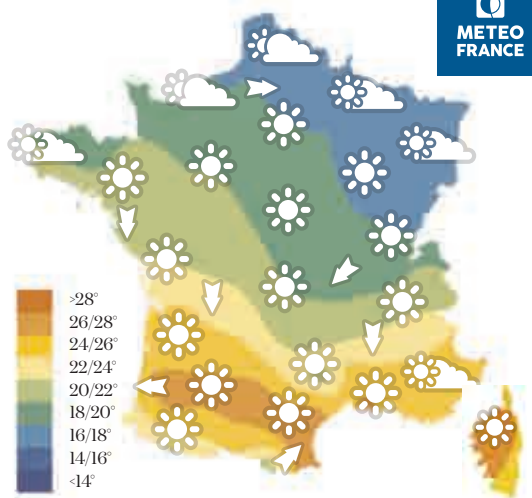
## météo



### Mardi

#### Les températures

Lille	8°	18°
Brest	8°	21°
Reims	4°	19°
Paris	9°	18°
Le Mans	7°	20°
Strasbourg	7°	19°
Nantes	8°	22°
Besançon	5°	19°
La Rochelle	10°	21°
Clermont-Fd	3°	18°
Bordeaux	10°	25°
Lyon	10°	21°
Grenoble	6°	22°
Biarritz	12°	21°
Toulouse	10°	26°
Perpignan	12°	28°
Marseille	14°	26°
Nice	18°	25°
Ajaccio	17°	27°



### Mercredi

### Jeudi



## mots croisés

Problème n° 7969 d'Arthur Gary

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

**Horizontalement.** – I. De même ordre. – II. D'une certaine assemblée. Élément d'outrage. – III. Gros tisonniers. – IV. Bois tropical. Permet de voir pour quoi on est licencié. Fin de mode. – V. On y pince le homard. Emplacement à louer. – VI. Distance pour astronome. Toute une religion. – VII. Sombre et rond... Terme musical. – VIII. Indication de lieu précis. On en sort des jumelles. Axe de rose. – IX. Il fut rajeuni. Garde l'endroit. – X. Posséderais peu légalement.

**Verticalement.** – 1. Apporter chacun un bout de capital. – 2. Sujet plutôt vague. De la patrie de Bernadotte. – 3. Donc à point. Accord avec accent. – 4. Lettre grecque. Elle se baigne à Copenhague. – 5. Les plus âgées. – 6. Régions caillouteuses. Couvert d'une belle couronne. – 7. Pour de bons mots. Espace de rangement. – 8. Sacrée ville de France... Possessif. – 9. Il est près de ses sous. Vin dans le pastis... – 10. Grande école. Tissus chauds.

**Solutions du n° 7968 : Horizontalement.** – I. Vocalement. – II. Aromatisé. – III. Rénal. Sa. – IV. Spongieuse. – V. Sand. Sur. – VI. Ereses. Mesa. – VII. Lé. Rasée. – VIII. Île. Cet. Gè. – IX. Éire. Préau. – X. Réent. Émir. **Verticalement.** – 1. Vaisselier. – 2. Or. Parélie. – 3. Corons. Ère. – 4. Amender. En. – 5. Lang. Sac. – 6. Étaie. Sep. – 7. Mile. Mètre. – 8. Ès. Usée. E.M. – 9. Nessus. Gai. – 10. Aérateur.

## saint du jour

### Saint Eustache († 118)

Eustache, général dans l'armée impériale, se convertit ainsi que sa femme sainte Théopista et leurs enfants, après avoir vu un cerf portant une croix, raconte-t-on. Capturés par des pirates alors qu'ils s'embarquent pour l'Égypte,

vendus comme esclaves et séparés, ils se retrouvent des années plus tard. Mais ils sont reconnus comme chrétiens et condamnés à périr enfermés dans un taureau d'airain chauffé à blanc.

**Demain Saint Matthieu**

## méditation

### Mercredi 21 septembre, saint Matthieu apôtre et évangéliste (Mt 9, 9-13)

Être appelé par son nom, exister enfin pour quelqu'un dans le monde, ne plus être au chômage de la vie intérieure, trouver un maître qui me dit : « Suis-moi ! » ? Matthieu n'a pas hésité : « L'homme se leva et le suivit. »

Au début il n'y eut que du bonheur : un repas « à la maison » pour tous ces SDF dont Jésus faisait partie. Il ne les loge ni ne les invite chez lui mais probablement dans la maison de Pierre dont l'épouse et la belle-mère sont les hôtes, corvéables à merci. Une fois Matthieu installé à la table, les publicains de sa connaissance et les pêcheurs

n'ont plus peur : ils se font convives et cela choque les Pharisiens qui s'insurgent : « Suffirait-il pour son salut de tout quitter et de se mettre à table ? » Jésus leur répond : « Allez apprendre la volonté de Dieu qui veut la miséricorde et non les sacrifices. » Incroyable ! Jésus déclare que ce qui se déroule dans cette maison ordinaire est le culte véritable attendu par Dieu. Matthieu était riche, il n'a plus rien à lui désormais mais il est proche de la source de Vie, Jésus est venu appeler non les riches qui n'ont besoin de rien mais les pêcheurs qui ont soif, qui ont faim. « Allez apprendre, nous dit Jésus, que vous êtes des pauvres et que je vous attends ! Cessez de vous interdire l'accès à la table du banquet très simple des compagnons de Jésus-Christ ! » La richesse près d'une source c'est d'être un vase vide.

**Sœur Dominique de l'abbaye de Maumont**

Autres textes : Eph 4,1-7 ; Ps 18a.

# LA CROIX

Abonnez-vous



**LA CROIX FORMULE INTÉGRALE** 39,50€ /mois ou 474€ par an

- **Chaque jour de la semaine :** le journal et les 5 suppléments thématiques
- **Le week-end :** le magazine **LA CROIX L'HEBDO**
- **7J/7, tout le numérique :** lecture illimitée sur [la-croix.com](http://la-croix.com) et tous les articles spiritualité de [la-croix-croire.com](http://la-croix-croire.com)

Par téléphone au **01 74 31 15 02** du lundi au vendredi de 8 h 30 à 19 h

Par internet [la-croix.com/abo](http://la-croix.com/abo) Par carte bancaire c'est rapide et entièrement sécurisé !

Comprendre aujourd'hui. Se préparer à demain



**Max Tchung Ming veut faire changer les mentalités et combattre les stéréotypes dans la microsociété qu'est l'école.**

Théophile Trossat pour La Croix



**Cet ancien professeur de sport devenu principal a développé un mode original de résolution des conflits scolaires en décortiquant notamment le phénomène du bouc émissaire.**

## Max Tchung Ming

Principal de collège

Nantes (Loire-Atlantique)

De notre correspondante régionale

L'heure de la rentrée n'a pas encore sonné pour ce principal d'un collège nantais, classé en zone d'éducation prioritaire. Et pour cause. Il se remet d'une maladie auto-immune rare, le syndrome de Guillain-Barré, qui l'a plongé deux mois dans le coma et quatre en réanimation. « *Quand je me suis réveillé, je ne pouvais bouger que les yeux* », raconte ce grand gaillard de 50 ans, qui vit sa sortie du centre de rééducation comme une « *renaissance* » et reprendra le fil de sa vie professionnelle dans quelques semaines. Ironie du sort, il est tombé dans le coma le jour de la publication de son livre, coécrit avec le psychologue Éric Verdier, en février 2021. Intitulé *Violence et justice restaurative à l'école* (1), il propose un mode original de résolution des conflits scolaires, inspiré de la Commission vérité et réconciliation lancée par Nelson Mandela en Afrique du Sud, après l'apartheid.

Dans son collège, cette initiative, menée sur la base du volontariat, a permis de faire passer les conseils de discipline de vingt à zéro en un an. En libérant la parole des auteurs comme celle des victimes de violence, elle permet de retracer les origines de la crise pour mieux la dépasser en leur posant des questions comme : Que s'est-il passé ? Qu'as-tu ressenti ? Que proposes-tu pour réparer ?

Ces dernières années, il a multiplié les formations auprès de ses collègues en utilisant des jeux de rôle pour mieux leur faire comprendre le phénomène du bouc émissaire, préalable systématique aux situations de violence. « *Des élèves comme des enseignants peuvent endosser ce rôle. Et c'est en le comprenant qu'on peut agir* », précise-t-il.

# Pacifier le collège

Lui-même a ressenti dès son plus jeune âge le stigmate lié à sa couleur de peau. Ses parents, originaires de Guyane et d'Asie, se sont installés en Île-de-France dans les années 1970. Son père a fait toute sa carrière à La Poste et sa mère était assistante maternelle. « *À cette époque, les créoles des Antilles ou de Guyane cher-*

*chaient une forme de validation sociale en devenant fonctionnaires* », indique-t-il.

Autour de lui, les modèles de réussite des personnes de couleur noire se trouvent essentiellement dans le sport. « *Ce n'est pas un hasard si une ville nouvelle comme Les Ulis a accouché de grands sportifs comme Thierry*

*Henry, Patrice Evra ou Daniel Sangouma.* »

Ses rêves de danse ou d'écriture s'effacent donc devant l'athlétisme de haut niveau, qui lui permet d'intégrer la filière Staps à l'université. Il commence sa carrière de professeur de sport à Évry (Essonne), dans un lycée professionnel classé en zone vio-

## Son inspiration. « Les chemins osés de Christiane Taubira »

**Max Tchung Ming admire le parcours de l'ancienne garde des sceaux Christiane Taubira, qui a d'ailleurs instauré des mesures de justice restaurative. « Cette femme d'origine guyanaise a osé aller sur des chemins que peu d'autres ont empruntés », explique-t-il, citant aussi Angela Davis, Simone Veil ou Nelson**

**Mandela. « Ils n'ont pas un parcours linéaire mais se sont élevés contre les injustices. » Photographe amateur, Max Tchung Ming a réalisé l'exposition « C'est (pas) marqué sur mon front » pour dénoncer les préjugés pesant sur les personnes noires. Ces portraits, qui indiquent la profession des personnes photo-**

**graphiées le long de leurs sourcils, obligent à s'approcher tout près pour les découvrir. Fondateur d'un collectif du même nom, il multiplie les projets artistiques contre les préjugés, comme une Marianne noire dans le clip *De mon bagage*.**

Site : [cestpasmarque.fr](http://cestpasmarque.fr)

lence. Il y apprend beaucoup, tout en étant confronté à des situations particulièrement difficiles. « *Quand 20 jeunes délinquants débarquent en pleine séance pour en découdre avec un élève, il faut savoir se défendre...* »

Mais certaines épreuves marquent un point de non-retour. En 1998, un jeune de 17 ans est tué d'une balle dans la tête dans un centre commercial, peu après une dispute dans son lycée. Triste épilogue d'une guerre entre cités rivales, les Pyramides à Évry et les Tarterêts à Corbeil-Essonnes.

L'enseignant décide de passer le concours de personnel de direction pour mieux sortir des stigmatisations vécues de trop longue date (contrôles d'identité, fouilles de sac...). Pour son premier achat d'une voiture d'occasion, une personne de la préfecture avait même refusé de lui établir une carte crise, croyant qu'il l'avait volée. « *Je sortais de mon cours d'EPS, j'étais en survêtement et elle m'avait toisé de haut en bas dès mon arrivée...* » Sauf que le costume de principal ne fait pas tout. « *J'ai longtemps porté des dreadlocks et les gens ne voyaient que ça. Il suffisait que je sois à côté d'un adulte blanc devant l'entrée du collège pour qu'on le prenne pour le principal...* »

Parti s'installer à Nantes pour faciliter la prise en charge de son fils, porteur de troubles du spectre autistique, il doit là encore jongler avec le poids des normes. « *Il faut apprendre à renverser les choses, glisse-t-il. Mon fils fait beaucoup de vélo et porte un gilet jaune estampillé "autiste, patience SVP". Tout de suite, les regards sont différents et les personnes nous sourient au lieu de nous dévisager.* »

Dans la microsociété que représente l'école, il espère faire changer les mentalités. Parmi ses projets lorsqu'il sera de retour au collège ? Supprimer le célèbre carnet de correspondance, ce « *casier judiciaire à ciel ouvert* », en recherchant d'autres modes de communication avec les familles.

Florence Pagneux

(1) Dunod, 416 p., 32 €.



# «Richelieu», les trésors de la mémoire

La salle Ovale devient une salle de lecture publique, ouverte à tous. Jean-Christophe Ballot/BnF



Entièrement restauré, le site historique de la Bibliothèque nationale de France (BnF) rouvre intégralement après plus de douze ans de travaux. Le grand public peut désormais y découvrir un musée exceptionnel et venir lire sous la verrière de la majestueuse salle Ovale.

Admirer, lire, rêver, flâner, à quelques minutes à pied du Louvre et de la Comédie-Française... Les amoureux des arts et de l'histoire, de la beauté et du savoir, sont gâtés en cette rentrée. «Richelieu», le site historique de la Bibliothèque nationale de France (BnF) a rouvert au public ce week-end à l'occasion des Journées du patrimoine et c'est un émerveillement. Après plus de douze ans de chantier, l'ensemble du quadrilatère de 58 000 m<sup>2</sup>, situé au nord des jardins du Palais Royal et en plein cœur de Paris, a achevé sa restauration complète. Il offre désormais aux collections de la plus ancienne bibliothèque de France, dont les origines remontent au XIV<sup>e</sup> siècle, un écrin lumineux et élégant. Ce



saint des saints de la mémoire se découvre dorénavant par une nouvelle entrée, au 5 rue Vivienne (Paris 1<sup>er</sup>). Elle ouvre sur un joli jardin de 1 900 m<sup>2</sup>, planté d'espèces végétales liées à l'écriture, comme le papyrus ou le palmier à chanvre. Un petit havre de verdure, qui met en valeur

les façades classiques de l'hôtel Tullebeuf, où alternent la pierre blonde et la brique. Une invitation à quitter la frénésie de la capitale pour entrer dans un autre temps...

Cette restauration vient écrire une nouvelle page de l'histoire de la BnF, intimement liée à la création du site François-Mitterrand inauguré en 1998 sur les berges de Seine, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, où une grande partie des collections et des publics ont depuis déménagé. Cette extension rendait nécessaire une réflexion sur le site historique «Richelieu», où la Bibliothèque est installée depuis 1721. «Jamais ce site, composé d'une impressionnante juxtaposition de bâtiments d'époques différentes, allant du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, n'avait fait l'objet d'une réflexion d'ensemble», ●●●



## repères

## Redécouvrir la salle Ovale

**Salle emblématique du site Richelieu, la salle Ovale, parfois surnommée le « paradis ovale », est l'œuvre des architectes Jean-Louis Pascal, qui a lancé sa construction en 1897, et Alfred Recoura, qui l'a achevée en 1932. Longue de 43,70 mètres et large de 32,80 mètres, elle présente une grande verrière centrale, bordée d'un entrelacs de feuilles d'acanthes dorées et de 16 oculi (œils-de-bœuf), surmontant trois étages de livres disposés sur tout son pourtour.**

**Avec la réouverture de la BnF Richelieu, la salle Ovale, autrefois salle des périodiques, devient une grande salle de lecture publique ouverte à tous, gratuitement et sans inscription, y compris le dimanche.**

**Elle propose à la consultation 9 000 albums de bandes dessinées, 6 000 livres d'art sélectionnés pour expliquer les collections de la BnF et de 2 000 œuvres de la littérature française, ainsi que le fond de références de la BnF. Elle propose également un dispositif numérique – 9 écrans géants – pour découvrir les collections.**

Rens. : [bnf.fr](http://bnf.fr)

●●● souligne Bruno Gaudin, architecte, qui a piloté le chantier avec sa consœur Virginie Brégal. Comme souvent, la mise aux normes des bâtiments a été l'argument premier du lancement des opérations. « La situation était impressionnante, se souvient Bruno Gaudin. Le bâtiment n'avait pas été rénové depuis cinquante ans et on était en présence d'une superposition de 15 niveaux en communication les uns avec les autres, sans équipement coupe-feu. La flamme d'une allumette grillée au second sous-sol n'aurait mis que onze minutes à se propager au dernier étage. »

Des opérations titanesques ont permis de moderniser l'ensemble des réseaux, d'assurer la sécurité incendie et d'offrir une climatisation à des espaces qui en étaient totalement dépourvus. La préciosité et la diversité des 12 millions de documents conservés sur place – livres, estampes, photographies, objets, plans, monnaies... – ont imposé ses contraintes en températures et hygrométrie. « Il a fallu tenir compte des besoins de chaque département : une atmosphère très sèche pour les monnaies, plus humide pour le papier, une température plus basse pour les films... », détaille l'architecte. Au-delà la mise aux normes, l'ensemble du site a été repensé, aéré et mis en valeur. « Notre objectif a été de redonner une unité au bâtiment, en prenant comme ligne



L'escalier d'honneur, en acier et aluminium, a été installé au cœur du site. Laurent Julliard/BnF

directrice un travail sur la transparence et la lumière », indique Virginie Brégal. Dès que possible, les mezzanines, bureaux et rangements qui avaient été surajoutés au fil des ans pour gagner des mètres carrés et faire face aux besoins de stockage, ont été supprimés pour créer des circulations, redonner de la cohérence au bâti ou permettre à la lu-

**Cette restauration vient écrire une nouvelle page de l'histoire de la BnF, intimement liée à la création du site François-Mitterrand.**

mière naturelle de revenir en force, subtilement renforcée par de l'éclairage artificiel. « Le maître mot a été de rendre les lieux moins compacts, de dédensifier », résume l'architecte. Une logique inverse à celle qui avait prévalu depuis les origines... La « nouvelle » bibliothèque Richelieu offre aujourd'hui une atmosphère paisible et raffinée, où les aménagements modernes dialoguent sans heurts avec les espaces patrimoniaux. Un gigantesque escalier d'honneur, en acier et aluminium, a été installé au cœur du site, geste contemporain assumé et longuement débattu. Épuré, ajouré, massif tout en étant léger, il joue un rôle essentiel dans la distribution des lieux, tout en invitant à une douce élévation... S'élever : le verbe résume la promesse des lieux, à présent recentrés autour de l'histoire de l'art,

en partenariat avec l'Institut national de l'histoire de l'art (INHA) et l'École des Chartes. Cette invitation ne s'adresse plus seulement aux étudiants et aux chercheurs, elle s'élargit maintenant au grand public, qui est attendu dans le nouveau musée de la Bibliothèque nationale de France (1) riche de 900 pièces exceptionnelles, et sous la majestueuse coupole de la salle Ovale, achevée en 1932, qui accueille une salle de lecture publique en accès libre et gratuit.

Truffé de trésors, le musée n'aura pas de peine à conquérir les esprits et les cœurs. La réussite du projet de la salle Ovale, composite, devra s'éprouver dans le temps. Difficile pour l'heure d'imaginer ce que donnera la juxtaposition des étudiants-chercheurs en quête de conseils bibliographiques, des lecteurs, des

promeneurs déambulant au fil des bornes numériques et des curieux venus faire des selfies dans ce décor unique... Le voyage architectural est, lui, d'ores et déjà une réussite. Avec cette restauration, le site Richelieu dévoile un condensé de l'histoire de l'architecture et de la décoration. On peut y remonter le temps en traversant les ambiances : sobriété distinguée des espaces imaginés par l'architecte Michel Roux-Spitz au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, échos byzantins des coupoles de la salle Labrouste créée au XIX<sup>e</sup> siècle, décor et mobilier XVIII<sup>e</sup> siècle dans le salon Louis-XV, qui a retrouvé la

**S'élever : le verbe résume la promesse des lieux, à présent recentrés autour de l'histoire de l'art.**

teinte crème de ses origines...

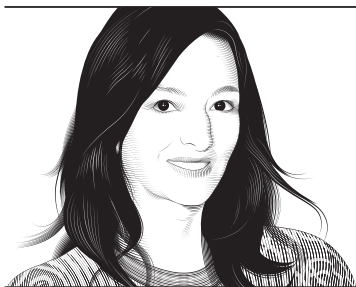
Datant du XVII<sup>e</sup> siècle, la galerie Mazarin, classée au titre des monuments historiques, fait désormais partie intégrante du musée. « Conçue pour accueillir la collection personnelle du cardinal Mazarin, espace d'exposition et de représentation, elle retrouve ainsi sa vocation première », se réjouit Michel Trublet, architecte en chef des monuments historiques. Joyau baroque, longue de 45,55 mètres, culminant à 9,20 mètres, cette galerie déploie un impressionnant plafond peint, autrefois prisonnier d'une salle de lecture vétuste.

Grâce à une restauration minutieuse, les fresques des peintres italiens Romanelli et Gismondi, réalisées entre 1644 et 1646, ont retrouvé leurs teintes acidulées et une incroyable fraîcheur. « Nous avons pu alléger ces fresques de grossiers repeints et de voiles de pudeur qui avaient été ajoutés dans les années 1970, déclare Alix Laveau, restauratrice de peintures. C'est un ensemble baroque de première importance. Il annonce la floraison baroque qui arrivera quelques années plus tard au château de Versailles, dans la galerie d'Apollon et la galerie des Glaces. » Ce décor foisonnant, mêlant satyres, nymphes et dieux, associe des épisodes de l'histoire de France à ceux des *Métamorphoses* d'Ovide. Il pourrait tenir longtemps les regards tournés vers le ciel, si les vitrines du musée n'attiraient tout autant l'attention : camées, bijoux, manuscrits, évangéliques du trésor de la Sainte-Chapelle aux reliures ouvragées en argent et en pierres précieuses... Il faudra s'y faire, les collections de la BnF retiennent, captivent, plongent dans l'admiration et la méditation. Elles suspendent le temps, le dilatent. Et manifestent par là que l'institution qui les préserve depuis sept siècles a rempli sa mission.

Élodie Maurot

(1) La Croix L'Hebdo des 17 et 18 septembre consacre un dossier complet à ce nouveau musée.





## Petits Poucets

La chronique de **Éliette Abécassis**

Nos enfants ne sont pas nos enfants, comme disait Khalil Gibran, sans prévoir qu'ils deviendraient ceux des smartphones. Ils ont le cou qui s'incline gracieusement et irréversiblement vers leurs téléphones remplis à ras bord d'applications, de messageries, jeux, chaînes, réseaux sociaux, vidéos, films, notifications, imprécations, injonctions, appels et rappels : la nuit, le jour, ils sont penchés sur leur écran, presque courbés. Nos enfants ne sont pas nos enfants : ce sont des cygnes, des beaux cygnes figés dans la glace, « *ce transparent glacé des vols qui n'ont pas fui, (...) Quand du stérile hiver a resplendi l'ennui* ». Ils se réveillent avec Instagram, poursuivent la journée avec TikTok, des vidéos et d'autres réseaux, et s'endorment devant une série. Ils déjeunent, marchent, mangent, le portable en main, et même en classe, « en scred », ou « en vrai », ils regardent, consultent, scrollent à longueur de temps, ils se virtualisent dans le monde

parfait des beaux hôtels instagrammables où l'on sert d'admirables Avocado Toasts.

Comment les débrancher ? Non pas les portables, mais nos enfants. Les « Petites Poucettes », comme le disait tendrement le philosophe Michel Serres dans son célèbre éloge de la modernité publié en 2012, ont laissé place, il me semble, à des Petits Poucets. Il paraît loin déjà le temps des réjouissances technologiques telles que le penseur de la modernité les célébrait, à travers le personnage de la petite fille qui tient le monde au bout de son doigt agile. Qui réinvente sa manière de vivre et à travers elle, celle de toute la société, institutions, entreprises et école comprises. Qui sait discuter, et se connecter à tout moment aux informations tout comme aux spectacles mondiaux pour établir « un pont » et une collaboration entre les générations. Tout cela est vrai, mais aussi autre chose, que le philosophe n'avait pas prévu : nos enfants sont des Petits Poucets. Dans ce conte cruel des frères Grimm, des parents pauvres et frustes qui

**Les parents sans ressource (au sens propre et au sens figuré) se délestent de leurs enfants en les perdant dans la forêt du Net pour être dévorés par l'ogre technologique. Mais comment faire autrement ?**

n'ont plus de quoi manger tentent de se débarrasser de leurs enfants en les perdant dans la forêt. À chaque fois ils reviennent grâce au petit dernier, le plus malin, le Petit Poucet qui sème des cailloux pour retrouver son chemin. Mais un jour, n'ayant pas de caillou, l'enfant laisse sur le chemin des miettes de pain, dévorées par les oiseaux, et se retrouve finalement avec ses frères à la merci de l'ogre qui va les dévorer.

Cette histoire est-elle une métaphore de notre époque ? Les parents sans ressource (au sens propre et au sens figuré) se délestent de leurs enfants en les perdant dans la forêt du Net pour être dévorés par l'ogre technologique. Mais comment faire autrement ? Combien d'énergie, d'autorité, de volonté et de courage faut-il pour lutter contre nos ados technologiques, nos junkies préférés en manque, lorsqu'on les prive, ne serait-ce qu'une minute, de leur instrument. Comme drogués, ils se roulent par terre, se révoltent et finissent par fuir pour trouver ce qu'il leur faut.

La vérité, c'est qu'ils ne peuvent plus s'en passer – comme nous – car nous sommes tous des cygnes. La tête penchée, du matin au soir, comment faire attention aux autres, être à leur écoute, se rencontrer parfois, mais aussi lire, se cultiver, effectuer des activités artistiques ou autres, ou simplement – et c'est le pire –, ne rien faire. Car c'est dans l'ennui que l'on se construit, que l'on imagine, que

l'on trouve le manque et le désir, que l'on rêve, que l'on réfléchit, que l'on crée, que l'on fait du sport, ou l'on va au cinéma, aux expositions, au théâtre, aux balades en forêt, et aussi que l'on aime. L'art comme l'amour naissent de l'ennui et meurent de la technologie. Dévorés par l'ogre, nous nous allumons et nous éteignons le soir, tels des robots, en même temps que nos portables. Quel parent aura assez de force pour garder les enfants dans la maison humaine, et quel Petit Poucet, quelle Petite Poucette, aura l'idée de semer des pierres sur son passage pour retrouver seul le chemin de la maison ? C'est une discipline quotidienne et douloureuse, qui ne passera que par le sens du sacré. Le sacré : cet espace intouchable, réserve de l'humain, où l'on sort de l'univers numérique pour retrouver l'essentiel, le seul endroit où les beaux cygnes lèvent la tête de leurs vilains petits portables. « *Le vierge, le vivace et le bel aujourd'hui, va-t-il nous déchirer avec un coup d'aile ivre ?* »

### *l'image*

Les morts gouvernent les vivants.

Auguste Comte



Le cercueil de la reine Elizabeth II est transporté à l'abbaye de Westminster, à Londres, le 19 septembre, lors des funérailles d'État.

Hannah McKay/AFP